

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e) (Métro : Pyrénées)

LE MAINTIEN DE LA PAIX EST LA SAUVEGARDE DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Solidarité prolétarienne

La grève ne peut sortir du cadre revendicatif que pour des mobiles généraux et révolutionnaires.

Les tentatives répétées d'influencer le gouvernement et de diriger l'action des ouvriers suivent une ligne déterminée par les uns et contestée par les autres ne peuvent avoir comme conséquence que la désorganisation du mouvement syndical et la rupture du Front du Travail.

Les communistes ont tenté d'envelopper un mouvement en faveur de l'intervention française en Espagne dans la lutte contre le sabotage du contrat collectif.

L'interdépendance des deux questions suffirait la critique. On risque fort de les saboter l'une par l'autre. Les ouvriers ne sont pas toujours dupes de ce manège. La violation du contrat collectif est une volonté systématique du patronat de reprendre aux ouvriers les avantages qu'ils ont arrachés dans les grèves.

Les ouvriers briseront le sabotage patronal par une lutte ouvrière et journalière. Désormais, cette bataille de tous les jours est ouverte jusqu'à la Révolution.

D'autre part, de l'imbroglio mondial ressort nécessairement une certaine incompréhension du problème espagnol, où du moins une certaine mauvaise volonté de le comprendre.

Les divergences de vues et la fragilité des solutions ne permettent d'envisager rien de tranquille en dehors d'une révolution française hypothétique et lointaine.

L'action syndicale doit se borner à neutraliser à l'intérieur tous les éléments de défaitisme prolétarien face aux menées du fascisme, à profiter de l'expérience espagnole pour instruire les masses de la nécessité révolutionnaire, à faciliter d'autre part l'aide directe du prolétariat français à ses frères espagnols.

Une intervention déclarée du gouvernement français entraînerait de la part des fascismes une intervention parallèle.

Et pourtant les fascismes n'ont pas failli à leur devoir de solidarité envers leurs complices espagnols.

Et pourtant, si nous voulions demander des comptes et ouvrir un débat aussi inopportun que cette manifestation de la République, nous pourrions peut-être savoir ce qu'ont fait directement, par leurs moyens propres, les aboyeurs de la guerre. Rien sans doute qui soit en rapport avec leurs possibilités.

Tout ce que les fascismes ont fait pour Mola et Franco, dans le cadre du pacte, le prolétariat français peut le faire dans la limite des déclarations gouvernementales.

Cette conduite peut trouver dans la classe ouvrière une acceptation unanime.

C'est là réellement que nous pouvons réintroduire une action générale révolutionnaire dans le cadre de l'action syndicale.

Les forces gouvernementales, si elles sont utilisables, doivent passer par le seul canal du prolétariat.

L'action doit être menée, non pas du prolétariat français au prolétariat espagnol par l'entremise de l'Etat, mais directement des deux peuples, avec ou sans l'Etat.

Se servir des sympathies et des rapprochements nationaux : très bien si le prolétariat conserve la direction de l'acte.

Mais lancer dans le chaos mondial, sous le prétexte espagnol des impérialismes qui veulent la guerre ou qui l'acceptent, ce n'est pas là le jeu du prolétariat international.

L'action directe des prolétariats internationaux en faveur de leurs frères espagnols doit s'animier et se développer.

Avec raison et conscience.

Mais, pour cela, il faut que ferment leur gueule les aboyeurs de la guerre.



LIRE EN 3^e PAGE :

Bilan d'une semaine de lutte.

par Madin.

EN 4^e PAGE :

Les fascistes rouges se font la main

par M. Boyer

EN 5^e PAGE :

Bravo ! Blum...

par Lashortes.

Treize milliards dans le gouffre du militarisme

C'est décidé : quatre milliards deux cents millions vont s'ajouter aux dépenses formidables que « le noble souci et l'inflexible volonté de maintenir la Paix imposent à notre pays ». (1)

Car il est — une fois de plus et pour toutes — bien et sûrement entendu que lorsque l'Allemagne porte à deux ans la durée du service obligatoire et accroît proportionnellement son budget militaire, c'est à n'en pas douter en vue de déclencher la guerre à l'heure qu'elle aura choisie ; tandis que, quand la France, après avoir déjà mis en vigueur le service de deux ans, consacre au renforcement de son outillage de guerre quelques milliards de plus, c'est tout au contraire et à coup sûr, uniquement dans le but de sauvegarder le maintien de la Paix par l'équilibre des forces prédestinées à s'opposer un jour ou l'autre.

Étrange ! Bizarrie ! La même opération, selon qu'elle est pratiquée de ce côté-ci du Rhin ou de l'autre côté, pourraient-il, deux buts et produire deux effets diamétralement opposés : en Allemagne, quelques milliards de plus, c'est tout au contraire et à coup sûr, uniquement dans le but de sauvegarder le maintien de la Paix par l'équilibre des forces prédestinées à s'opposer un jour ou l'autre.

Les discours les plus pathétiques ne prétendent point contre cette évidence et les assertions les plus précises, les plus solennelles, les plus catégoriques ne parviennent qu'à faire éclater davantage le cruel sentiment que les actes des gouvernements indiffrérent à leurs déclarations.

Il y a près de vingt ans que se joue l'odieuse, la révoltante trag-comédie. Au Nord, au Midi, à l'Est et à l'Ouest, tous les gouvernements, cédant au désir inavoué mais certain des peuples, se proclament profondément attachés au maintien de la paix ; mais tous renforcent leur potentiel de guerre et jettent dans le gouffre du militarisme un nombre de milliards considérablement accru.

Les uns comme les autres affirment qu'il ne peut y avoir de paix stable que dans le désarmement et pas un ne se décide à résister à la folie du surarmement.

Et pourtant, la plus élémentaire réflexion ne conduit-elle pas nécessairement à la certitude que la guerre ne peut se faire qu'à ces deux conditions : la première, c'est qu'il y ait des hommes disposés et entraînés à se battre ; la seconde, c'est que ces hommes soient armés pour la défensive et l'offensive ?

C'est l'évidence même, n'est-il pas vrai ? C'est cette évidence qui a inspiré Victor Hugo disant : « Otez l'armée et vous ôtez la guerre ! »

Cela compris et admis, il est de toute évidence aussi que : augmenter le nombre des soldats ou multiplier et perfectionner les armements, et, *a fortiori*, rendre plus meurtrières les armes et accroître le nombre et la technicité des soldats, c'est tourner le dos à la paix et s'engager dans le sens de la guerre !

Depuis longtemps déjà, devant des millions et des milliers d'auditeurs, je développe cette thèse du désarmement *unilateral* : immédiat et intégral.

Après avoir démontré que le désarmement général est l'introduction indispensante à un régime de paix internationale et qu'il ne peut y avoir d'autre paix que la paix désarmée, je soutiens que c'est folie que d'escamoter la réalisation de ce désarmement « graduel, général, simultané, contrôlé », dont se déclarent partisans les hommes d'Etat, les diplomates, les financiers, les brasseurs d'affaires, les marchands de canons, les munitionnaires, les fournisseurs eux-mêmes, parce qu'ils savent bien tous qu'un tel désarmement ne se fera pas avant l'an 2000 (et encore !) et que d'ici là...

(Voir suite en 5^e page).

SEBASTIEN FAURE.

Avec la colonne Durruti

AU VILLAGE DE PINA :

Le dimanche 16, la place du village de Pina, situé sur le front et conquis il y a quelques jours aux fascistes, est pleine de monde.

La grande église est noircie par le feu qui a détruit tout le mobilier et les objets pieux. Pas de messe aujourd'hui, le curé est en fuite ou fusillé.

Une magnifique Hispano-Suiza — propriété de l'ancien ministre réactionnaire Cambó — arrive au quartier général de Bujaraloz. C'est Durruti et des camarades du comité militaire de la colonne. Devant la maison du comité local les miliciens, les paysans, les ouvriers se rassemblent.

Un militant lit le « *bano* » de la colonne du haut du balcon.

Quelques lignes seulement : « Les propriétés des fascistes locaux deviennent propriété commune. Tout le matériel agricole est mis à la disposition de la commune. Le territoire sera administré par le comité local élu par l'assemblée générale du village. En échange, les miliciens antifascistes demandent aide morale et matérielle à la population. »

Aussitôt la lecture terminée et les « *viva* » calmés, Durruti prend la parole pour commenter le « *bano* ».

Le discours de Durruti

Langage simple, expressions nues, exemples pris dans la vie courante : « Ce n'est pas Durruti qui vous parle, ce sont les milices antifascistes et les régionales de Catalogne, d'Aragon et de Navarre. Nous nous battons pour vous, pour nous,

pour le peuple. La campagne terminée, nous n'aurons ni galons ni manches, ni portefeuille sous le bras, nous retournerons à l'usine, le fusil à la bretelle. Nous sommes des travailleurs comme vous. La révolution ne fait que commencer, le régime capitaliste est fini, l'égalité va régner, non pas

l'égalité qui ramènera tous les hommes à la même taille, au même niveau d'intelligence, mais l'égalité en droits et en devoirs.

Il y a quelques années, il y a quelques mois, nous étions poursuivis, traqués, emprisonnés par la République bourgeoise et cependant nous disions : nous vaincrons, nous passerons. Aujourd'hui, nous passons et nous vainquons. Le produit du travail va revenir à ceux qui travaillent. Ouvriers des champs et ouvriers des villes ont les mêmes intérêts. Unis, ils vont transformer la société.

« La justice bourgeoise, faite par des juges appartenant à la classe ennemie, ne connaît rien de la vie de ceux qu'ils condamnaient, va faire place à la justice des travailleurs eux-mêmes jugéant leurs égaux.

« Quand la tourmente s'abattra sur les récoltes de blé, rien ne pourra l'arrêter, mais la tourmente de mitraille qui s'abat aujourd'hui sur nous peut être conjurée par l'effort de tous.

« Comme la femme qui enfante souffre et peine pour mettre au monde un être sain et robuste, nous peinons et nous souffrons, nos miliciens dorment sous le canon et mangent le fusil à la main, pour que demain le monde soit plus juste, meilleur et plus beau. »

C'est fini, la foule se disperse. Les moins émus ne sont certes pas les miliciens venus de France, d'Allemagne et d'Italie.

Pina, 16-8-36 Ch. RIDEL.

Ch. CARPENTIER.

Contre la Servitude et la guerre

C'est mon avis qu'on doit être équitable même envers un chef de gouvernement. Et que M. Léon Blum, dont on a si souvent admiré les erreurs les plus déplorables, devrait être approuvé et soutenu précisément sur le point où les démagogues staliniens le censurent et le combattent avec le plus de virulence.

Dans son discours de dimanche dernier, il a exposé avec une grande précision des faits dont l'évidence n'aurait dû échapper à personne, mais que les journaux du « Front Populaire », y compris l'organe officiel du parti de M. Blum, s'étaient employés à ne pas mettre en lumière.

Il est rare qu'un homme politique important se conduise en honnête homme. En vainant dénoncer, dans des circonstances pathétiques, l'erreur dans laquelle, abusant de sentiments généreux, on s'efforce d'entraîner les masses populaires, M. Blum a agi de façon honorable. Il lui a été aisément, comme de s'incliner, de s'effacer, sauf à dire en cas de désastre « qu'il n'avait pas voulu cela ». Il ne l'a pas fait. Il a averti du péril. Il a fait preuve de courage et de clairvoyance. Cela doit lui être compté.

Cela ne rend pas meilleur le reste de sa politique. Ni les armements et les alliances qu'il préconise. Ni l'ensemble de ses concurrences gouvernementales et qu'il faut combattre. Et son cas se rapproche ainsi étrangement de celui d'un autre chef du parti socialiste, de Jaurès, dont tant de choses nous séparent, auquel nous avons tant d'erreurs à imputer, mais dont nous n'oublierons jamais la révolte, et qui paya de sa vie, de sa clairvoyance et de sa sensibilité contre ceux qui préparaient la guerre de 1914.

Pas d'illusion ou de confusion : Blum est patriote comme le fut Jaurès, et renouvelé, en semblables circonstances, l'Union Sacrée. Mais il répugne à aller bêtement vers la guerre. Rien de plus et rien de moins.

Et certains lui reprochent d'avoir une autre attitude que pendant la guerre éthiopienne, époque à laquelle il envisageait certaines éventualités avec quelque légèreté. Et il se peut que, maintenant qu'il se sent responsable et que la vie de millions d'hommes peut dépendre de ses gestes, il envisage les choses autrement. Il n'y aurait pas lieu de l'en blâmer.

Toute autre est la conception de nos staliens. La paix n'est pour eux qu'une de ces nuées métaphysiques chères à Maurras.

Ils essaient de temps à autre, sur l'histoire, les expériences précieuses à leur réalisme révolutionnaire. Il ne leur répugne pas de faire du plus grand des crimes un outil de leur politique.

Toute détenté dans les antagonismes européens leur apparaît comme un désastre qu'il faut empêcher à tout prix parce qu'elle détruitera les Français de l'idée qu'ils ont absolument besoin de l'alliance stalinienne.

C'est ainsi que se prépare la guerre, leur guerre.

Et que se prépare aussi, dans la suppression progressive de toutes les libertés, un gouvernement complètement aux ordres de Staline et des grands bourgeois qui tripotent dans les affaires franco-russes. Toute l'agitation actuelle n'a d'autre but que d'imposer une dictature de ce genre.

Ainsi va-t-on à la fois à la guerre et à l'esclavage, à l'esclavage qui facilite la guerre et à la guerre qui consolide l'esclavage.

Le renouvellement en plus afroce des horreurs de 1914-18, le destin de la Russie bolcheviste, ou celui de l'Allemagne hitlérienne, voilà ce qui attendrait la classe ouvrière française, si elle ne se résoud à reprendre son autonomie et sa marche vers l'émancipation.

Et pour cela, l'un de ses premiers soins doit être de se révolter contre ceux qui veulent l'entrainer à de stupides massacres et l'asservir à des militarismes quelconques.

Et pour cela, il faut que elle se rappelle que si les grèves générales et les démonstrations publiques peuvent être d'excellentes choses, c'est à condition d'être dirigées contre les fauteurs de guerre et de servitude.

Des questions se posent, auxquelles il faudrait bien que les organisations prolétariennes se déclinent à répondre nettement. Il faudra que l'on cesse de se payer de « bonnes raisons » pour consentir à de vilaines choses, que l'on se décide à réagir contre les préparateurs de la grande boucherie, contre leurs complaisants et leurs complices, quand bien même ceux-ci occuperaient les plus hauts postes de la « hiérarchie » ouvrière et les fauteuils directoraux des chefs de la C. G. T.

EPSILON.



Durruti prenant des notes au front

COMITÉ DE DROIT D'ASILE DE LA C.G.T.

Lettre ouverte à M. Léon Blum
Président du Conseil
et à M. Salengro
Ministre de l'Intérieur

Messieurs,

Aussitôt après la Conférence Internationale du Droit d'Asile en juin 1936, M. Jules Moch avait reçu une délégation du Comité du Droit d'Asile de la C.G.T. et avait promis aux camarades représentant ce Comité, d'accorder à tous les proscrits politiques, un permis de séjour en France, ainsi que le droit au travail — autorisations devant être accordées sous le contrôle de la C.G.T.

Des ordres devaient être donnés au ministère de l'Intérieur et à la Sûreté Nationale, pour la mise en application de ces promesses.

Plusieurs semaines s'écoulèrent sans aucune réalisation des promesses faites lors de l' entrevue avec le Secrétaire général de la Présidence du Conseil (M. Jules Moch). Aussi, le Comité du Droit d'Asile n'avait aucune réponse, ni résultat devant être accordées sous le contrôle de la C.G.T.

Le 10 juillet, une nouvelle délégation fut donc reçue par le Chef de cabinet (M. Delcourt) et après une discussion assez vive de part et d'autre au sujet des engagements qui avaient été pris par le représentant de la présidence du Conseil, les engagements non respectés, une conversation téléphonique, de faire l'épuration nécessaire actuellement, afin que les ministères ne soient plus la honte de la France républicaine.

Ne permettez plus que vos fonctionnaires de l'Intérieur fassent expulser des ouvriers italiens dont la seule faute est d'être syndiqués dans nos organisations...

Envoyez plutôt vos commissaires de police ou vos inspecteurs de la Sûreté Nationale, repérer les centres d'espionnage qui opèrent de Menton à Cannes pour ne citer que cela — ces cantriers François-Français, d'action française (tous qu'ils se nomment entre eux), partis contre le gouvernement de la République, avec les espions Hitlériens-Allemands ou Fascistes Italiens, et tout cela aux yeux de nos fonctionnaires de la République et tel le commissaire de police de Cagnes-sur-Mer qui, lors de la manifestation du Front Populaire en juillet dernier, tenait à la main le journal « Le Journal » en provocant nos camarades du Front Populaire.

À la suite de cette conversation téléphonique, à son tour le Chef de Cabinet du ministère de l'Intérieur nous fit la promesse que désormais, aucune expulsion n'aurait lieu, et nous demanda de bien vouloir lui adresser chaque semaine, une liste d'environ 100 noms de proscrits politiques, et qu'après enquête, un sursis d'une année serait accordé à ces camarades.

Il y a donc de cela deux mois passés, et nous attendons encore un résultat...

El nous constatons néanmoins, tous les jours que — comme au temps du ministère Laval — rien n'a changé sous le ministère du Front Populaire — tout au moins pour les camarades proscrits politiques. Malgré toutes les promesses faites et enregistrées par nous, la police, la maréchaussée et la Sûreté Nationale, continuent de persécuter, de harceler — voire même d'arrêter — sans cesse, ceux qui ont le malheur d'être et de rester des antifascistes convaincus et agissants.

Les camarades Sergio et Sabattini arrêtés à Cerbère le 11 août 1936, viennent d'être condamnés par le Tribunal de Perpignan à 5 et 6 mois de prison, et ce, pour avoir commis le seul crime de vouloir aller rejoindre à Barcelone, leurs camarades formant la colonne composée déjà par un millier de proscrits italiens — militants qui se sont mis à la disposition du prolétariat espagnol — pour lutter contre les mercenaires du général Franco.

Est-ce par manque de courage, que le Gouvernement de Front Populaire permet aux fonc-

tionnaires du ministère de l'Intérieur et de la Sûreté Nationale, d'arrêter ces proscrits italiens qui mettaient si courageusement leur vie au service de l'Espagne pour la conquête de la Liberté... ?

C'est à vous M. Léon Blum, c'est à vous M. Salengro, que je m'adresse, vous qui continuez à garder comme serviteurs les agents ou fonctionnaires déjà présents, sous le ministère Laval.

Et au nom de tous ceux qui ont lutté contre le fascisme en Italie, contre l'hitlérisme en Allemagne, et qui aujourd'hui ont déjà fait le sacrifice de leur vie pour la cause de la Révolution prolétarienne de l'Espagne, que je vous demande à vous messieurs les ministres du Front Populaire, de faire l'épuration nécessaire actuellement, afin que les ministères ne soient plus la honte de la France républicaine.

Ne permettez plus que vos fonctionnaires de l'Intérieur fassent expulser des ouvriers italiens dont la seule faute est d'être syndiqués dans nos organisations...

Envoyez plutôt vos commissaires de police ou vos inspecteurs de la Sûreté Nationale, repérer les centres d'espionnage qui opèrent de Menton à Cannes pour ne citer que cela — ces cantriers François-Français, d'action française (tous qu'ils se nomment entre eux), partis contre le gouvernement de la République, avec les espions Hitlériens-Allemands ou Fascistes Italiens, et tout cela aux yeux de nos fonctionnaires de la République et tel le commissaire de police de Cagnes-sur-Mer qui, lors de la manifestation du Front Populaire en juillet dernier, tenait à la main le journal « Le Journal » en provocant nos camarades du Front Populaire.

Oui, plus que jamais un sérieux « coup de balai » est nécessaire. Il ne faut pas que la Méditerranée, pas plus que l'Est de la France soit la ceinture qui puisse encercler un jour les forces proéminentes de notre pays.

Les événements d'Espagne doivent donner à tous une terrible leçon et donner le courage nécessaire, et nos camarades espagnols nous donnent actuellement par leur esprit de sacrifice et d'abnégation cette belle leçon d'énergie, car sachez-le, demain, aucun recul stratégique sera possible. Vous aurez à choisir entre la carabinera ou l'exil, ou la bataille que vous nous offrez aujourd'hui, et pourtant actuellement vous possédez les maximums de chances puisque le prolétariat est avec vous.

Nous espérons que vous répondrez à notre appel, si vous n'êtes pas seulement des internationalistes de congrès, ou révolutionnaires d'opérettes. Les ouvriers espagnols, les proscrits italiens ou allemands et les prolétaires même de nos faubourgs parisiens, les paysans de nos provinces, nous ont tous montré ce que c'était que d'être révolutionnaire en se mettant au service du peuple d'Espagne pour le triomphe de la Liberté!

ALBERT CANE,
Secrétaire du Comité du Droit d'Asile
de la C.G.T.

LES FÊTES
DU
« LIBERTAIRE »

Eh oui, camarades, il nous faut déjà en parler. C'est que l'hiver approche. Et, de plus, les bénéfices des fêtes — car il nous faudra des bénéfices — seront nécessaires pour l'amélioration toujours voulue et poursuivie de notre vie « Lib », et l'intensification de la propagande. Maintenant qu'avec nos 6 pages nous avons bien démarré, que la vente augmente chaque semaine, il nous faut perséverer dans l'effort. Et, pour cela, vous le savez, votre concours nous est indispensable. Or, toujours vous taper, toujours vous dire : « Camarades, la main au gousset ! C'est pour la propagande, camarades !... » nous est fastidieux. Et, chaque fois que nous le faisons, ce n'est, soyez-en certains, que forcés et contraints. Combien nous préférions, au contraire, faire appel à votre soutien en vous en récompensant par une bonne matinée passée entre amis à un spectacle sain, artistique et chaque fois renouvelé. Car, nous vous le disons en confidence, les camarades qui s'occupent de l'organisation de nos fêtes veulent, cette année, donner à chaque séance un spectacle nouveau. Ils vont s'efforcer à ce que nos amis artistes ne paraissent pas deux fois de suite sur les programmes, afin de ne pas lasser votre attention. Il serait d'ailleurs à l'encontre de notre but de vous laisser dire : « Ce n'est pas la peine de me déranger, je connais déjà la rengaine ! » Chaque spectacle sera composé de chant, œuvres de chansonniers, poésie, musique et théâtre. Et les pièces qu'il vous sera donné d'applaudir seront interprétées par d'excellents artistes, avec décors et accessoires exacts, et non avec de l'à peu près comme malheureusement nous avons été obligés de faire jusqu'ici. Car toutes nos fêtes auront lieu dans un véritable théâtre, au Conservatoire René Mauzel, rue de l'Orient (18). Retenez bien l'adresse et, dès à présent, rendez-vous libres pour le 2^e dimanche de chaque mois, d'octobre à Avril. Nous nous retrouverons donc le 11 octobre prochain.

Et maintenant, place au Théâtre !...
« LE LIBERTAIRE ».

EN MARGE DU « PROCES » DE MOSCOU

Une protestation
de Boris Souvarine

On nous prie d'insérer :

A quelque bord qu'il appartienne, tout homme normal, honnête et tant soit peu informé des affaires politiques de Russie sait que les allégations produites au procès de Moscou par les accusés comme par les accusateurs ne méritent aucune créance. D'ailleurs, elles viennent d'une seule et même source : la Guépée.

Si quelqu'un avait pu concevoir à cet égard le moindre doute, il l'eût perdu en apprenant ma mise en cause à l'audience du 19 août. En effet, j'ai cessé toute relation avec Zinoviev dès 1924, c'est-à-dire depuis douze ans, et avec Trotski en 1929. Ni l'un ni l'autre n'ont écrit de renouer des rapports avec moi. Et l'un et l'autre, me connaissant, savaient mon opposition irréductible et définitive à leur bolchevisme, trop apparenté au bolchevisme de Staline.

Auparavant, les inventions extravagantes relatives à mon présumé rôle ont disparu du compte rendu simili-sténographique officiel (Pravda et Isvelia du 21 août). Il faut croire que le maître de l'heure à Moscou les a jugées maladroites ou fâcheuses, en tout cas inutiles au succès de la machination policière qui vient d'aboutir à l'assassinat de seize innocents.

Car de toute évidence, les inculpés connus étaient innocents des crimes imaginaires dont ils se sont chargés eux-mêmes sous menace de mort ou de torture et promesse de vie sauve. Quant aux inculpés inconnus, ils ne pouvaient être que des instruments de la Tcheka-Guépée, ou ses victimes.

Leurs aveux frénétiques ne les ont pas préservés, en dépit des engagements pris dans le « Procès de l'Institut ». Il faut donc croire que Staline a grani peur de quelque chose et grand besoin de terroriser quelqu'un.

Aucun des actes criminels évoqués au procès somme toute, n'a été commis, sauf en 1934 le seul meurtre de Kirov dont la Guépée est entièrement responsable et que 117 individus, dont 106 innocents, ont déjà payé de leur vie. Or, ce fut l'attentat isolé d'un état d'esprit désespéré, non une organisation. Les 117 exécutions capitales qui ont suivi, auxquelles s'ajoutent maintenant 16 mises à mort plus 1 suicide, ne peuvent prouver qu'une chose : les terroristes en Russie sont au pouvoir et non dans les rangs.

Etant donné l'indifférence de l'opinion publique occidentale, on doit s'attendre, hélas, à de nouveaux pretendus aveux, suivis de nouveaux massacres.

Le respect des libertés
Catalanes

Il ne fait pas perdre de vue à la C.N.T. et à la F.A.I. la lutte contre le capitalisme. La C.N.T. et la F.A.I. ont lancé un manifeste dans lequel elles déclarent qu'elles n'ont jamais été les ennemis de la Catalogne, ni des libertés catalanes.

« La C.N.T. et la F.A.I. ont toujours affirmé que le secret du relèvement de l'Espagne se trouve dans la décentralisation politique et administrative, c'est-à-dire dans le fédéralisme. »

Le manifeste souligne ensuite que la C.N.T. et la F.A.I. loin d'être des organisations exotiques, sont nées en terre catalane.

Les syndicalistes et les anarchistes, dit encore le manifeste, combattaient également et avec la même intensité le capitalisme catalan que le capitalisme castillan.

Voilà, vaillantes camarades, vous qui défendez ce bien si précieux : la Liberté, comment vous êtes traitées par le chien-couchant Jean Balensi, attaché par quelques billets mensuels (sa pâture) au chien du « Journal ».

J'ose espérer que, quand ce champion de l'ordre sera de retour à Paris, il se trouvera bien quelques compagnes espagnoles ou françaises pour le rejoindre, le déculotter, et le fesser publiquement avec un fouet comme un vulgaire chien qu'il est.

Car, par tous les moyens, fermons la gueule à nos chiens fascistes !



Propos d'un Paria

Mettez-vous à la place du type qui, à la suite d'un sommeil léthargique de quelque trois années, cherche par la lecture des journaux, à se mettre au courant de la situation politique actuelle.

Supposons que ce soit un brave bougre un tantinet révolutionnaire et qui, en souvenir de ses années de caserne ou de guerre avait bien juré qu'on ne l'y prendrait plus, son premier soir serait, évidemment, d'ouvrir le journal des masses.

Imaginez que ce soit un brave bougre, après avoir bien vérifié s'il ne s'est pas trompé et si la marchandise ne l'a pas collé l'Echo de Paris au lieu et place du canard de la 3^e Internationale, se sera de certainement si les rédacteurs bolchevistes sont devenus cinglés.

Il faut bien avouer qu'il y a de quoi, comme disait Rictus « se l'extraire et se la mordre » quand on voit à quel point des hommes peuvent — soyons polis — retourner leur veste. On en est à se demander si les lecteurs de l'Humanité sont des êtres intelligents, doués de sens critique, ou s'ils sont simplement partie d'une masse veule et stupide à laquelle on fait avaler, en série, des couleuvres de la taille d'un serpent boa.

Ainsi, au sujet de l'Espagne : l'Union soviétique, qui dirige les « consciences » des partis communistes de tous les pays et auxquels ses usages servent de doctrine, a approuvé la proposition de neutralité et d'embargo sur les armes à destination de l'Espagne.

Le parti communiste réclame, lui, à plein gosier, des « actions pour l'Espagne » et l'intervention de la France du Front populaire.

Il est certain qu'une intervention officielle en faveur du Front populaire déclencherait d'autres interventions en faveur des rebelles et qu'il est infinitiment probable qu'une guerre mondiale s'ensuivrait.

Il est non moins certain que la Russie, qui veut la guerre avec l'Allemagne, laisserait volontiers à la France le soin de la provoquer.

Aussi, assistons-nous à d'étranges manœuvres de la part des agents du gouvernement russe qui s'appliquent à monopoliser le patriotisme

français pour le succès de la politique moscovite.

La besogne n'est pas toujours aisée. Témoin les articles embarrassés, sibyllins de M. Vialant-Couturier. Celui qui a paru dans le numéro du 8 septembre est un modèle du genre.

Il n'est pas jusqu'au sport professionnel qui ne soit mobilisé pour la croisade patriotique à laquelle se livrent nos communistes-nationaux.

Quand on se rappelle les diatribes, certes justifiées, contre le sport de compétition et professionnel, on ne peut que sourire de la glorification inattendue, dans les colonnes de l'Humanité, du champion cycliste Antonin Magne.

Lisez plutôt : « Vous avez montré, Antonin Magne, durant toute votre glorieuse carrière, les qualités du vrai sportif : modestie, camaraderie loyale. Vous avez conquis, avec ces qualités éminemment françaises, la plus méritée des réputations de grand champion de la route. »

Etc., etc. Certes, Antonin Magne fait conscientement son métier et gagne largement sa vie avec ses jambes.

Les rédacteurs de l'Humanité sont des champions d'un autre genre, mais infinitiment moins sympathiques. — PIERRE MUALDÈS.



SLOGANS INTEMPESTIFS

D'un quai à l'autre du métro, l'autre soir, des voyageurs s'invectivaient mutuellement à l'aide de slogans bien scandaleux.

Les « nacos », sortant d'un meeting, criaient : « Des canons pour l'Espagne ! Des avions pour l'Espagne ! »

Des voyageurs ripostaient : « Allez-y en Espagne ! Allez-y en avion ! »

Aux uns et aux autres, nous n'aurons qu'un mot à ajouter : « Vos gueules ! »

Et, s'il leur faut à tout prix des slogans, je propose le suivant : « Moins de bruit pour l'Espagne ! »

UNE HONTE

Après l'évacuation d'Irun par les derniers de ses héros défenseurs, les hordes fascistes de Mola arrivèrent à la tête du pont international.

Un petit groupe de journalistes s'avanza alors à leur rencontre ayant, à sa tête, le représentant du Jour qui faisait le salut fasciste, ainsi que deux de ses confrères allemands.

Ils furent accueillis par les rebelles au chant du Gionneza, l'hymne des chemises noires.

... Etant bien entendu qu'il n'y avait plus de dynamiter dans ces parages...

Les romanichels.

Le scandale de la délivrance des cartes de travail

391, rue de Vaugirard... Là se dresse le bâtiment de l'office départemental de placement où les travailleurs étrangers viennent constituer le dossier leur donnant droit à la carte de travail.

L'office départemental est également chargé de donner avis favorable ou défavorable, puis le double dossier est transmis à la préfecture de police qui délivre la carte.

Or, pour obtenir ladite carte il faut le contrat de travail d'un employeur et, douce ironie, pour avoir ce contrat il est nécessaire d'avoir la carte !

Le 1^{er} avril dernier, un sujet italien, Bernotti Ernesto dépose son dossier à l'office départemental à seule fin de renouveler sa carte. Le dossier est réclamé par le cabinet du ministre.

Quelques jours après, Caporelli du bureau italien de la C.G.T. lequel s'occupe de Bernotti reçoit une lettre de M. Challé, fonctionnaire du bureau du ministre l'informant que le dossier Bernotti avait reçu avis favorable (par conséquent le droit à la carte).

Depuis ce temps, c'est-à-dire quatre mois passés, silence ! Le dossier dort dans les cartons du cabinet du ministre.

Ce qu'il faut souligner ici, c'est le désarroi moral de Bernotti qui vient plusieurs fois par semaine à l'office départemental, lequel ne peut rien faire, auprès de la Préfecture, qui n'a pas le dossier.

L'indépendance du Rif

« Solidaridad Obrera » publie, sur la question marocaine, un article dont nous donnons les passages suivants :

Les dernières nouvelles d'Afrique démontrent qu'il règne là-bas une excitation énorme qui va presque jusqu'à la rébellion contre les fascistes. Peut-être d'ici peu la lutte pour la liberté commencera-t-elle aussi dans nos territoires africains. Cette agitation au Maroc est en rapport logique avec l'ensemble du mouvement arabe de Palestine et de toute l'Afrique du Nord. Les circonstances sont particulièrement propices aux habitants du Rif pour secouer le joug qui pèse sur une grande partie de leur pays.

En effet, les indigènes n'ont en face d'eux aucune armée qui puisse se réclamer des conventions et accords internationaux. Les traités sont caduques, la population marocaine n'est plus liée en rien à l'Espagne, et se trouve en face du militarisme révolutionnaire des rebelles. Nous posons le problème des colonies d'un point de vue strictement internationaliste. Nous considérons les travailleurs du Rif comme capables de pourvoir eux-mêmes à leur vie et à leur organisation sociale.

Nous devons empêcher que la zone espagnole puisse servir de base aérienne et navale à nos pires ennemis. Dans le secteur où est établi le général Franco doit être menée une propagande irréductible. Ceci n'est pas en désaccord avec nos principes : il s'agit de la cause de la liberté. La révolution espagnole doit être un exemple pour le prolétariat mondial. Nous serions des contre-révolutionnaires, si nous réservions la liberté aux travailleurs de notre péninsule, tout en laissant la zone marocaine aux mains des esclavagistes. Liberté absolue pour les colonies ! Les peuples doivent disposer d'eux-mêmes, en dehors de toute considération de tactique. La zone espagnole du Rif sera indépendante le jour où elle se trouvera dans les mains des travailleurs marocains en armes.

LES JOURNALISTES SUR LE FRONT DE SARAGOSSA

Ils arrivent de temps à autre pour « visiter le front ».

Ils sont à la fois cyniques et bêtes. Ils s'emparent d'un détail qui leur a sauté à l'œil et bâissent une théorie. On croit rencontrer des explorateurs dans un pays de sauvages.

Ils examinent les fusils avec prudence. Ils s'étonnent que l'on couche dans des granges et se font raconter les combats.

Avant les Espagnols ils sont d'ailleurs servis.

Ce qui n'a pas de plaisir c'est que les copains de la presse anarchiste et syndicaliste circulent librement avec un beau papier plein de cachets tandis qu'eux ne font pas un pas sans être accompagnés par deux militaires armés de fusils.

« Le pays légal et le pays réel », comme dit Mauvais. Ils partent sans avoir rien vu. C'est pourquoi leurs reportages sont si beaux.

Ch. CARPENTIER, Ch. RIDEL.



Entre deux combats

Ceux qui tombent dans la lutte

Nous publions la biographie succincte de nos deux excellents amis Michele Centrone et Perrone Vincenzo, tombés devant Huesca.

Michel Centrone, âgé de 52 ans, vieux militant anarchiste de l'école galloisiste, déporté du Nord en 1919. Persécuté en Italie, se réfugie au Canada où il tente vainement de rejoindre les Etats-Unis. Surpris avec une poignée d'autres camarades anarchistes sur la frontière canadienne, il est renouvelé en Europe où il suit le sort tragique de tous les camarades échappés à la terreur du fascisme italien.

Refugié en France, il a défié avec dignité et fierté, toutes les offenses de la misère, du chômage et de l'inhospitalité.

Expulsé de France, toujours à cause de son inlassable activité politique en décembre 1928.

Caractère droit et intransigeant, esprit clairvoyant et indépendant universellement estimé, il est parti avec le premier groupe de volontaires anarchistes italiens, malgré son âge très avancé. Sur la ligne de feu, fut un exemple de courage, marchant à la tête de nos camarades impatients d'affronter l'ennemi, et victime de son audace intrépide, il est tombé frappé par la mitraille en plein front.

Perrone Vincenzo, de Salerno. Âgé de 34 ans, ancien cheminot révoqué, militant anarchiste, condamné par le Tribunal Spécial fasciste à dix-huit mois de prison pour son activité révolutionnaire en 1925.

Liberé, il fut condamné à 4 ans de réclusion à l'île de Ligure, pour propagande antifasciste. Sa peine purgée, il vint se réfugier en France, franchissant clandestinement la frontière. A Tunis, il fut contraint par les persécutions de rejoindre Paris où il n'a jamais pu obtenir le droit de séjour. Ainsi signalé par la police fasciste comme anarchiste dangereux, il est tombé comme sauvage tomber les anarchistes, à côté de son vaillant camarade et ami Centrone.

LE BILAN D'UNE SEMAINE DE LUTTE

Les résultats des opérations militaires qui se sont déroulées pendant ces huit derniers jours ne sont pas mauvais.

Nous devons déplorer, hélas ! la perte d'Irun et le sacrifice sublime de nos défenseurs. Mais cela n'était que trop prévisible. En sus de sa vulnérabilité provenant de la configuration géographique des environs, Irun nous l'avons dit, n'était pas « imprenable ». Et les possibilités de ses défenseurs étaient réduites à une bataille de 75, trois canons de 155, quelques mitrailleuses bien situées, et 500 hommes environ, intrépides, mais à qui les munitions ne tarderont pas à manquer. De l'autre côté, des tanks qui escaladaient les pentes, des pièces d'artillerie lourde en grand nombre, de l'artillerie de montagne soutenant les assauts de l'infanterie. Des autos-mitrailleuses dévancées en terrain plat la progression des fantassins bien armés et six ou huit fois supérieurs en nombre. San Martí succomba et la partie fut perdue. Les miliciens démunis de cartouches et de bandes de mitrailleuses tinrent longtemps en échec l'envahisseur. Le monde entier a suivi hantant les péripéties de cette lutte inhumaine par la disproportion des forces en présence. A la Punched, 6 autos-mitrailleuses livraient l'ultime assaut au fortin improvisé où résistaient encore quelques miliciens. Les six monstres blindés avançaient en crachant des balles. Rien ne parvint à détourner leur résistance. Soudain de derrière la barrière de sable, à quelques pas des ennemis destructeurs, un dynamiteur se dressa : sa main lança quelque chose. Le couple blindé d'une des autos-mitrailleuses sauta : les autres firent demi-tour et prirent la fuite. Un journaliste de « l'Intransigeant », qui vit la scène, put écrire dans son journal, dont la sympathie n'est pas acquise aux miliciens révolutionnaires, loin de là, qu'un homme seul avait fait reculer six engins réputés invulnérables. Et combien d'autres exploits, dont les auteurs restent anonymes, se déroulèrent jusqu'au moment où les quatre derniers miliciens qui défendaient le pont d'Irun s'immolèrent pour gagner du temps et permettre à Saint-Sébastien d'organiser sa défense. Par le courage désintéressé de ses miliciens, Irun est entré dans l'histoire. Puis San Martí tomba à son tour.

Jeudi 3 septembre. — Behobia résiste. Les rebelles déj à bien supérieurs en nombre, reçoivent des renforts venus de Pamplone. Précédés par des tanks, ils entrent dans Behobia dont il leur faut faire le siège maison par maison. Malgré les bombardements d'artillerie et d'avions, une poignée d'hommes mal armés se défend contre un ennemi six ou sept fois supérieur en nombre.

en Estremadure et en Aragon. La chute de Huesca ne saurait tarder, car les miliciens catalans sont déjà dans les faubourgs de la ville. Quant à l'avance de vingt kilomètres que les rebelles avaient réussi à la direction de Madrid, par la bataille de Talavera de la Reina, non seulement elle s'est trouvée neutralisée par une contre-offensive qui a rejeté les rebelles sur leurs positions premières, mais encore ils doivent reculer en déja après avoir subi de lourdes pertes.

Enfin l'impression de flottement entre les divers groupes d'amis, le manque de coordination qui apparaît préjudiciable au succès des rebelles, sont à l'origine de l'insécurité qui s'est prolongée jusqu'au pont international, les rebelles ont séparé le Guipúzcoa de la frontière. Des miliciens, complètement démunis de munitions, sont réfugiés en France. Ils demandent à être rapatriés par la Catalogne pour combattre encore. Fontarabie et le fort de Guadeloupe résistent. Mais la route de Saint-Sébastien est ouverte...

Vendredi 4 septembre. — Irun est investie par les Riffains et les légionnaires qui constituent le « pays réel ». Maneras dixit. Mais les miliciens résistent toujours et tiennent le pont international. Dans Irun même, des barricades et des maisons, la mort a déferlé sur les rebelles. Mais la ville est en flammes. D'autres combats ont lieu dans les rues de la ville. Les combats de rue se déroulent parmi les fracas des explosions. En Estremadure, les rebelles ont pris Talavera de la Reina et progressent de vingt kilomètres. On se bat toujours dans Behobia.

Samedi 5 septembre. — A midi trente, malgré une résistance désespérée qui s'est prolongée jusqu'au pont international, les rebelles ont été vaincus. D'après les combats ont été séparés le Guipúzcoa de la frontière. Des miliciens, complètement démunis de munitions, sont réfugiés en France. Ils demandent à être rapatriés par la Catalogne pour combattre encore. Fontarabie et le fort de Guadeloupe résistent. Mais la route de Saint-Sébastien est ouverte...

Dimanche 6 septembre. — Par la vallée, où passent la voie ferrée et la grande route, les fascistes marchent sur Saint-Sébastien. Ils sont arrêtés à Pasajes de San Juan, par la redoute de Trinchera. Guadeloupe bombarde Irun. Fontarabie est en partie occupée, mais des miliciens s'y barricadent et enrayent l'avance des rebelles.

Les gouvernementaux, passant à l'offensive, ont fait reculer les fascistes en Estremadure. Les troupes de Franco et de Queipo de Llano, qui avaient gagné vingt km, reculent de vingt-cinq.

Lundi 7. — La redoute de Trinchera tient toujours. Les miliciens catalans progressent aux abords immédiats de Huesca. L'Alcazar de Toledo est dans une situation critique. Le succès des miliciens gouvernementaux en Estremadure se confirme.

Mardi 8 septembre. — Saint-Sébastien tient toujours. Les rebelles ont été bombardés dans Fontarabie et aux environs par trois avions gouvernementaux. Guadeloupe résiste encore.

Les Asturiens auraient fait reculer les fascistes dans la province de Leon et ne seraient plus qu'à 26 kilomètres de cette ville.

En Catalogne

UNE CONFÉRENCE DE LA C.N.T. EN CATALOGNE

Comme exemple typique du travail de la C.N.T., nous publions un extrait des résolutions de la Conférence provinciale de Valls où vingt localités étaient représentées. La Conférence décide qu'aucun terrame ne sera plus payé. La moitié de la valeur des fermages sera versée au Comité Local Antifasciste. Le sol, qui était mal exploité ou aux mains d'éléments fascistes, est exproprié et confié pour l'exploitation collective à des ouvriers sans terre sous le contrôle des Autorités ouvrières locales. Dans chaque localité, un Comité Economique de Contrôle sera formé pour régler la production et la consommation et établir la valeur marchande des produits.

LA COLONNE DES VOLONTAIRES ITALIENS S'EST BATTUE COURAGEUSEMENT AUX PORTES D'HUESCA

Aussiôt parvenues les premières nouvelles de la révolution fasciste en Espagne, les libertaires italiens réfugiés à l'étranger, en France, Belgique, Algérie, etc., ont éprouvé l'impulsion irrésistible de rejoindre l'Espagne pour apporter au peuple espagnol en lutte leur solidarité directe.

Ils ont collecté, parmi eux, sous le nom de privations et de sacrifices personnels, les sommes nécessaires aux frais du voyage.

Ainsi quelques centaines de camarades ont pu partir en Espagne, par petits groupes, tandis que beaucoup d'autres, faute d'argent attendent encore, tourmentés d'impatience, le moment de pouvoir les rejoindre.

Ce premier contingent de camarades, incorporé dans la colonne autonome des volontaires italiens dans la caserne de Pedralbes à Barcelone, après quelques jours d'instruction, fut chargé par le commandement général des milices catalanes d'occuper un secteur important sur le front aragonais.

La colonne composée d'une compagnie de mitrailleurs et d'une compagnie de fusiliers, le 19 aout se mit en route pour rejoindre la première ligne de combat à quelques kilomètres de Huesca.

Depuis les premiers jours les combats ont été acharnés.

Le 28 aout, à 4 heures du matin, une colonne fasciste provenant de Huesca, composée de 700 hommes armés de canons, mitrailleuses, tanks, a attaqué la position isolée tenue par la colonne italienne. Le combat a duré jusqu'à 9 heures. Les fascistes ont du se replier avec de lourdes pertes laissant sur le terrain un canon, des fusils et quelques prisonniers. La proportion des forces ennemis était écrasante pour les camarades italiens : 700 rebelles pourvus de mitrailleuses Fiat, d'avions de bombardement Caproni et d'avions de chasse Savoia-Marchetti, fabriqués en Italie, contre 150 de nos camarades pauvres d'armes, mais riches d'une foi invincible. Malgré

gouvernement

il ne faut pas prendre position de parti, car il faut tenir compte que la noblesse et le désintéressement de l'organisation confédérale sont notoires, par le fait qu'elle nous aide dans la rue et refuse toute participation au gouvernement.

Par conséquent, nous opinons pour que les éléments révolutionnaires établissent de nouvelles bases sociales et économiques. Et ceci pourra se faire sur une nouvelle armature, totalement différente de celle des institutions bourgeois.

L'heure actuelle est au prolétariat 100 %. Le nouveau gouvernement n'est pas sa fidèle expression, mais nous espérons qu'il sera ferme dans sa lutte contre le fascisme.

(Solidaridad Obrera, 6 septembre 1935.)



La conquête de la terre

LA RÉVOLUTION LIBERTAIRE (1)

Nous ne savons pas si nos amis des Asturias auraient pu défendre leur droit à l'existence contre l'esprit totalitaire socialiste ou communiste. Peut-être se furent-ils trouvés en minorité. Mais dans presque tout le reste de l'Espagne, dans le cas d'une révolution, nous serions la majorité indiscutable, comme à l'origine de la révolution de 1931. Nous serions la majorité indiscutable, dans la Rioja et Navarre, en Andalousie, en Catalogne, au Levant. Nous nous imaginons le désastre et la mort de la révolution si nous affirmions le même critère totalitaire que soutiennent socialistes et bolchevistes. D'avance, nous avons le devoir de rassurer les minorités de régions où prédominent nos forces, notre reconnaissance et notre solidarité, et d'exiger des majorités éventuelles, le même pacte à nous serions minorité.

Sur l'aspect politique, naturellement, il est nécessaire de renoncer à l'hégémonie d'un comité, d'un parti, d'un courant donné, c'est-à-dire renoncer à l'Etat comme institution, qui oblige tous, ceux qui veulent et ceux qui ne veulent pas. Mais cette renonciation à dicter la loi pour tous, sans laquelle il n'y aura ni véritable révolution ni véritable bien-être social, parce que maintenant l'Etat, c'est maintenir la source la plus forte de l'exploitation du travail humain, ne peut pas dire que dans l'ordre économique on ne puisse établir la solidarité, l'appui mutuel, l'accord. D'autant plus que le localisme économique est impossible, et Gijon, communiste libertaire, a besoin d'Oviedo socialiste. Comme sur le terrain de l'organisation économique de l'échange, ce qui importe avant tout est la convenance réciproque des pactes, si cette convenance existe, l'accord se produira malgré les divergences politiques et sociales qui peuvent séparer les intérêts. Il est possible ainsi d'organiser un magnifique réseau de relations et d'échanges dans tout l'ordre national sans la base préalable du régime unique, de la norme de vie et production unique.

Les travailleurs veulent une chose : être libres, vivre du produit de leur travail, augmenter leur bien-être. Pourquoi ne discutons-nous pas sur le moyen d'assurer cette liberté, ce droit à la vie ? Nous disons d'avance que, comme anarchistes, nous ne pouvons obliger personne à vivre notre vie. Mais ceci implique comme condition préalable, que l'on respecte aussi notre façon de vivre. Jusqu'ici la social-démocratie ni le bolchevisme russe n'ont rien fait qui démontre leur volonté de reconnaître la liberté des anarchistes à s'organiser et à vivre comme bon leur semble, avec leur part correspondante des instruments de travail et de la richesse sociale. Ils ont dit que demain nous devrions nous soumettre à leur respective dictature ou continuer, comme aujourd'hui, à mourir en exil, dans les prisons ou les pénitenciers.

Ou l'une et l'autre tendances entrent dans la discussion de cette affaire, ou l'on perd son temps dans un débat sur des consignes sans consistance.

En plus d'un demi-siècle, le marxisme a montré avec évidence sa fonction de scission. Il n'a pas fait cette scission pour aller plus loin que nous, mais pour se soumettre chaque fois plus au monde capitaliste ou à sa conception de l'Etat. Nous voulons que les travailleurs s'unissent, qu'ils reconnaissent leur identité d'intérêt, qu'ils se sentent frères par leur sort commun ; nous savons qu'ils, peuvent tout, et que séparés, ils doivent être de la chair à canon pour les actuels et les futurs privilégiés, bêtes de somme sans droits et sans personnalité. Unissons-nous donc, travailleurs, mais dans la liberté, avec la liberté, pour la liberté.

Il y a une base d'accord pour tous les travailleurs et de cet accord sortira la révolution triomphante : la reconnaissance sincère de nos différences de caractère, de tempérament, d'éducation, et la promesse soi-même de nous unir aujourd'hui et demain, après une entente réciproque, pour contribuer sans abdication aucune, à l'œuvre commune : la suppression du capital et de l'Etat totalitaire.

Nous sommes, nous anarchistes, la fraction révolutionnaire la plus nombreuse d'Espagne. Cependant nous reconnaissions à toutes les tendances sociales la liberté d'essai et d'expérience de leurs conceptions particulières. Nous ne demandons qu'une chose : qu'on nous reconnaîsse à nous le même droit, et qu'on ne veuille pas demain nous obliger à vivre comme nous vivons aujourd'hui : en lutte à mort avec la tyrannie, dépourvus du produit de nos efforts.

Un drapeau peut nous unir tous pour en finir avec le monde capitaliste : le drapeau de la liberté.

D.A. de SANTILLAN.

(Traduit par Maurice Germain.)

(1) Voir le Libertaire du 4 septembre.

leur supériorité écrasante les fascistes se sont repliés laissant sur le terrain 80 morts, et en emportant plusieurs blessés. Dans les musettes des fascistes morts, nos camarades ont trouvé des cordes savonnes préparées d'avance évidemment pour pendre tous ceux qui seraient tombés vivants dans leurs mains.

Les fascistes animés d'une haine particulière envers les camarades italiens avaient décidé de diriger contre eux pour les anéantir, le meilleur de leurs forces.

Les pertes de la colonne italienne se montent à 7 morts et 5 blessés.

Parmi les morts figurent : Mario Angeloni, avocat républicain ; Perrone Vincenzo, anarchiste ; Centrone Michele, anarchiste ; Fallaschi F. anarchiste ; Zuddas Giuseppe, « Giuslizia e Libertà » ; Papparotti A. communiste dissident ; Colliva A. communiste dissident, Les blessés sont : Cavan Bruno, anarchiste ; Girotti, anarchiste ; Breimeig et Rosselli, « Giuslizia e Libertà ».

Nous saluons avec le cœur serré d'émotion la mémoire de cette première poignée de camarades qui sur la terre ensanglantée d'Espagne sont tombés vaillamment pour la défense de la Liberté contre



Le Coin des Jeunes

Réponse à un jeune communiste

Nous recevons chaque semaine des dizaines de lettres d'anciens communistes qui nous manifestent leur dégoût de la politique stalinienne. Elles sont en général appuyées d'un questionnaire peu varié mais fort précis. Devant la carence des ci-devants partis révolutionnaires une fraction du prolétariat se tourne vers l'Union anarchiste. Mais ils exigent de nous préalablement des réponses aussi catégoriques que leurs questions. Nous sommes doublément heureux que ce mouvement et de cette exigence. Elle prouve que le prolétariat n'a pas perdu conscience de ses intérêts. Au moment où se dévoile le rôle néfaste des chefs incontrôlés du prolétariat, celui-ci doit exiger l'explication exacte et précise de tous les tournants des partis socialistes et communistes. La lumière tuerà le mensonge.

La lettre ci-dessous nous est adressée par un camarade communiste d'Argenteuil. Assez générale pour intéresser tout le monde et assez précise pour repousser les développements et les dérobades, la jeunesse anarchiste a décidé de la publier et d'y donner une réponse.

Camarade

Je viens par la présente te demander des précisions, lesquelles j'espère tu ne me refuseras pas car elles dissipent pour moi et des copains quelques incompréhensions.

Nous étions jusqu'à ces derniers temps communistes sincères et fiers de la victoire du Front Populaire. Mais depuis son avènement nous sommes bien déçus, aussi nous tournons vers l'U. A.

1° En tant qu'antimilitaristes quelle ligne de conduite tiendrez-vous en cas de guerre ? En admettant bien entendu une attaque par un pays fasciste voisin.

2° En cas de défaite et d'occupation par ce pays quelqu'un étendrait sa dictature et par cela supprimerait les partis de gauche y compris l'U. A. ?

Lutter par une grève générale cela serait vite réprimé dans le sang.

3° Quel motif vous pousser à faire dans le Libertaire le communisme plus que le socialisme.

Espérant une franche réponse, je te prie...

Réponse communiquée par le camarade L. Daurat de la J. A. C.

Camarade,

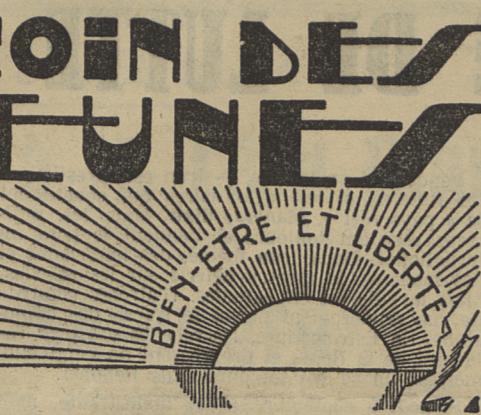
Je répondrai à ta première question en la précisant. Ce n'est pas seulement en tant qu'antimilitaristes que nous refusons de suivre notre pays dans ses menées impérialistes mais en tant que révolutionnaires conscients. Nous condamnons l'armée parce qu'elle n'est que l'officine du capital. Nos camarades espagnols répondent à la question en éclairant par le même coup notre position à nous, anarchistes. Ils refusent de se laisser enrôler dans l'armée, pour s'engager dans la milice ouvrière. La milice ouvrière est leur outil, l'armée est l'instrument des politiciens catalans et madrilènes. Si nos camarades installent sur le sol espagnol un régime communiste libertaire, ils prendront la responsabilité de le défendre — comme nous le ferions à leur place — mais sous prétexte de protéger par les armes une acquisition prolétarienne, nous ne accepterons jamais d'introduire dans une société cet instrument d'abréuvement qu'est l'armée avec sa discipline codifiée, sa hiérarchie, sa stupide machinerie qui en fait l'outil tout désigné de n'importe quelle conservation sociale bureaucratique ou fasciste.

La question me semble exprimer une dangereuse conception des capacités guerrières des nations européennes. On nous a rabâché pendant vingt ans que les responsabilités n'étaient jamais unilatérales. Nous savons d'autre part que les raisons profondes de la guerre ne sont pas dans les mauvaises volontés nationales mais dans de certaines circonstances économiques, comme la lutte pour des sources de matière première ou la conquête des marchés commerciaux. Ces cas de guerre sont la conséquence des contradictions du capital. Les démocraties ne sont pas plus exemptes de ces contradictions que les fascismes. Elles ont donc leur part de responsabilité dans les conflits internationaux, leurs très grosses parts. Nous devons insister auprès de nos gouvernements représentants de l'impérialisme français repu de brigandages coloniaux pour qu'ils envisagent toute mesure capable d'apaiser les impérialismes affamés.

Tu laisses entendre par ta question que les fascistes et ici l'Allemagne sans doute, envisageraient contre la France démocratique une espèce d'expédition punitive. Encore une fois l'hypothèse d'une guerre entre la France et l'Allemagne n'est pas à écarter, mais elle sera un conflit d'impérialismes, non une guerre d'idées. Encore une fois il importe de souligner que les démocraties bourgeois sont toujours les premières à masquer ces raisons impérialistes d'un saint principe (culture, droit, liberté).

La menace de la guerre générale est un excellent moyen de faire référer nos capitalistes et d'atténuer leurs intransigeances nationales. La grève générale qui peut arrêter la guerre peut aussi la prévenir et l'éviter. La révolution déclenchée avec la déclaration de guerre, nous en serions réduits sans doute à conclure un de ces traités honteux pour l'orgueil national, à façon de Brest-Litovsk qui fit si longtemps l'orgueil légitime de nos néo-chauvins communistes.

L'échec au fascisme est fonction de la préparation des ouvriers à la lutte. Il ne s'agit pas de déterminer des plans à l'avance mais d'instruire le prolétariat, de l'organiser, de lui fixer sa place au combat. Sur le lieu de son travail d'abord, pour mettre la bourgeoisie à la disposition du producteur et réa-



classe, il ne retombera pas dans les erreurs passées où l'avait entraîné les chefs communistes. Parini nos torchons quotidiens, celui qui paraît marquer le plus de clairvoyance est sans contredit le Temps, qui remarque que la décision du chancelier a été prise quelques jours après le retour de Pologne du général Gamelin. L'on peut, en effet, faire un rapprochement entre ces deux faits et penser qu'elle peut être une des causes du nouveau geste d'Hitler, qui ne s'est sans doute pas mépris, sur la visite diplomatique de notre envoyé à Varsovie. Malgré toutes les raisons qui ont pu être invoquées, pour nous duper sur le véritable motif de ces conversations entre généralissimes, on comprend trop bien le marchandise qui a dû se tramer à Varsovie. Un emprunt polonais pourrait bien être le prix d'un traité secret, nous assurant le passage des troupes russes en Pologne, dans la prochaine guerre des démocraties contre le fascisme.

L'on pourrait ouvrir ici une parenthèse pour faire partie de notre superposition au camarade Blum, provoquée par le choix de son délégué diplomatique ; il serait bon de lui rappeler les antécédents du général Gamelin : au mois de décembre dernier, notre généralissime écrivait à son confesseur Badoglio, pour le féliciter de sa nomination au poste de haut commissaire. Et il n'est pas possible d'être optimiste quand au résultat pacifique de la France, lorsque l'on voit notre diplomatie en de telles mains. On attend encore les appréciations des journaux de gauche sur le résultat de celui qui l'a y a quelques mois. Ils dénonçaient le général Chouen.

Pour revenir au sujet, il est naturel d'examiner les conséquences et les répercussions des deux ans en Allemagne. Nous devons souligner qu'il aurait été souhaitable que notre presse ait accueilli les 2 ans en France avec la même antipathie qu'elle adopte vis-à-vis du Reich.

La question embrasse donc le domaine beaucoup plus vaste de la lutte contre le fascisme en général. Nos camarades espagnols encore une fois nous donnent des indications précieuses. La grève générale prend dès le premier jour la forme active d'une levée du peuple en armes, de la substitution des ouvriers au pouvoir d'état, du contrôle ou de la socialisation des entreprises par les ouvriers. Nous vivons trop sur une conception paralytique du fascisme.

Quoiqu'en pensent certains socialistes, il ne suffit pas qu'un fascisme se montre ou qu'il se prononce pour qu'il triomphe. Il a même suffi qu'il se prononce en Espagne pour faire avancer la Révolution d'un pas de géant.

3° Les socialistes suivent ouvertement, voilà une politique qui n'est pas révolutionnaire et que nous jugeons néfaste. Ils se sont lancés en aveugles avec un programme réformiste dans l'impasse du capital. Ils ont prétendu introduire l'évolution dans le monde bourgeois qui n'est que stagnation et qui ne mérite qu'une lutte acharnée non pour sa transformation progressive mais pour sa destruction pure et simple.

Pourtant leurs tournants sont conformes à leurs principes. Ils sont nés et ils mourront révolutionnaires de parade. Ils ne sont pas des traitres agissant peu, ayant toujours promis. Nous les connaissons de longue date pour des petits bourgeois inconscients, et en cette expérience de gouvernement populaire nous les retrouvons tels quels. En toutes circonstances nous savons où ils sont. A l'arrière-garde du prolétariat, en prisonniers du capital. Nous faisons en outre une mention spéciale de leur « Jeunesse » où beaucoup de qualités sont noyées par l'incompréhension des méthodes et des objectifs révolutionnaires. Nous avons conclu avec eux des accords circonstanciels pour des périodes et des objectifs limités. (Lutte contre les deux ans), nous nous permettons de les apprécier comme de les juger. Il n'y a rien de commun entre eux et les deux félètes du bolchevisme.

Environs ceux-ci notre position est nette, nous les harcelons et nous les suivons à la trace parce qu'il est difficile de les trouver. Tacticiens subtils, les bolchevistes profitent encore de l'ombre d'une grande Révolution éclipsée, nous nous étonnons souvent avec colère de l'aveuglement des ouvriers qui les suivent. Nous savons d'où ils sont partie et nous ne voyons que trop où ils vont.

En particulier, leur dernier tournant n'est aucunement une incongruence comparable à la politique socialiste, mais une trahison concertée, volontaire. Ce n'est plus seulement en doctrinaires, en anarchistes que nous pouvons les attaquer mais simplement en militants sensés qui mettent le passé bolcheviste en contact avec sa position actuelle et qui demandent au prolétariat de juger. La condamnation du bolchevisme, tu la trouveras moins dans le *Libertaire* que dans la prose de l'*Humanité*, de l'*Avant-Garde* et du *Conseil*.

Le bolchevisme n'est déjà plus l'anémie d'une doctrine révolutionnaire mais une authentique pourriture que nous vous demandons d'écartier et d'enfouir avec nous sans attendre qu'elle ait contaminé le prolétariat et le monde tout entier.

HITLER ET LES 2 ANS

Le geste du Führer a suscité dans toute notre presse nationaliste de droite comme de gauche, une nouvelle floraison d'articles chauvinistes, où tour à tour se révèlent, sous des aspects différents, les sentiments belliqueux et patriarcaux, de toute cette presse servile, néfaste, l'exécès, surtout si l'on songe au rôle qu'elle a joué dans la guerre de 1914 et de l'apport que lui procure en l'occurrence, des journaux tels que l'*Humanité*, où le *nationalisme* et les provocations guerrières ne le cèdent en rien à ceux de nos journaux réactionnaires.

Celle même presse nous abreuve de ses commentaires les plus alarmistes, où à l'indignation se mêle la menace ; et l'appel à la vigilance leur permet de placer leur argument final : la France doit renforcer son armement. L'*Information* écrit sans ambiguïté : « La France est riche, qu'elle s'arme ». Ces opinions sont quelque peu partagées, c'est sur le prétexte qui a pu servir de justification à cette nouvelle mesure militaire du 3^e Reich ! Notre presse de droite fait prévaloir comme motif les nouveaux décrets rus-ses, qui augmentent les effectifs de l'armée rouge. Et parmi la presse de gauche, l'on nous dénonce cette mesure, comme une nouvelle étape vers le réarmement de l'Allemagne, et par là-même nous dénonçons le danger hitlérien, comme éventuel fauteur de guerre : notre naïf Thorez déclare : « le danger principal de guerre, c'est Hitler ». Ce à quoi le Führer avait répondu par anticipation : « En face de l'impérialisme soviétique et de ses menaces militaires, l'Allemagne prendra les mesures nécessaires pour garantir l'indépendance de la nation ». Pour nous, les querelles de ces deux impérialismes ne nous feront en aucun cas prendre partie pour l'un ou l'autre, de ces dictatures, fascisme brun, fascisme rouge ne cherchent qu'à acquérir la suprématie de leur influence sur les Etats européens. La libération du prolétariat allemand ne viendra que de sa propre action révolutionnaire, à nous de lui montrer l'exemple : et se flant à son instinct de

Rive droite. — La réunion du groupe Rive droite aura lieu mardi 15 septembre à 20 h. 30 au local du Libertaire, 29, rue Piat (métro Pyrénées).

Tous les adhérents devront être présents. Appel aux jeunes désirant adhérer.

Rive gauche. — Le groupe Rive gauche est constitué, addresser demandes de renseignements et adhésions au secrétaire Crupauville, 16, allée des Quatre-Vents à Antony (Seine).

Jeunesse anarchiste du 4^e arr. — Réunion mercredi 16 septembre à 20 h. 30, 7, rue de la Butte-aux-Cailles.

Le secrétaire régional exposerà la position de la J. A. devant les problèmes actuels.

Tous les sympathisants sont cordialement invités.

Editions de la Jeunesse. — Des papillons antifascistes sont en vente aux prix de 2 fr. 50 cent et 20 fr. le mille. Adresser les commandes au Libertaire.

Permanence. — Samedi 12 septembre de 16 à 19 h., permanence de la J. A. C. Permanent : Daurat.

Ce soir Vendredi 11 septembre, à 20 heures 30 :

SALLE BENOIT

73, Faubourg Saint-Martin

Assemblée Générale

Réservee à tous les jeunes adhérents à l'U.A.

Ordre du jour :

1. Formation de secteur de Jeunesse ;

2. Diffusion et propagande.

Tous les jeunes de l'U.A. devront assister à cette assemblée.

Les fascistes rouges se font la main

Notre camarade Boyer connu aussi sous le pseudonyme de Banlieusard vient d'épouser ses dépêches les méthodes des staliniens de France, qui s'apparentent singulièrement à celles des Croix-de-Feu ou des Camelots du Roy. Mais taillons-lui la parole.

Gagny, le 3 septembre 1936.

Camarade Boyer,

Je serais désireux de savoir ce que tu penses des vendeurs de l'*"Huma"*, car tu as eu des paroles regrettables.

Le prix d'un traité secret nous assurant la passage des troupes russes en Pologne, dans la prochaine guerre des démocraties contre le fascisme.

Viens justifier ton geste ce soir, il y a une réunion du Comité de défense de l'*"Huma"* chez Sylvain, aux Abbesses, à 20 h. 45.

Le secrétaire du C.D.H., Gagny-Est.

Signé : Illisible.

Charles S...

chirurgien-dentiste.

Je souhaitais certifier avoir extrait ce journal à M. M. Boyer les deux dernières semaines supérieures ; ces dents ont été certainement luxés à la suite d'un traumatisme violent, car on constate, en plus, une fracture de la table externe correspondant à ces deux dents et une ecchymose de la lèvre supérieure.

Le 4 septembre 1936.

Signé : Ch. S.

J'avais fini et, tout en déplorant l'absence du Dr Mungin, j'allais conclure...

C'est alors que la brute surgit. Je dis bien surgir, puisque avant que personne n'ait pu faire le moindre geste, il était derrière moi, et, me retournant tout d'une pièce, j'entrevis à peine qu'il se frottait les mains, ricanant comme un hystérique, et... je vis trente-six chandelles. Le bandit d'un coup rapide m'avait démolie la mâchoire, sans un seul mot, sans aucun cri. On n'a rien séparé...

Malgré le sang et la douleur, ma réaction fut rapide. Je brandissais une chaise, qu'on m'arracha. Et, comme ma femme menaçait d'entrer dans la danse, le salaud cherchait la sortie. Le maudit voulut qu'ayant lancé un verre à bière en direction de son face, ce fut un de ses camarades qui le reçut à sa place, s'étant placé devant lui à l'instant même... Le lâche en profitait pour prendre le large et je ne le revis pas.

Je crini au guet-apens, attendu que toutes les apparences étaient réunies. Les communistes alors présents se montrèrent désolés, et me supplièrent de ne rien dire de cette affaire, ajoutant qu'ils se chargeaient de voler un blâme à mon agresseur. Blâme qui pourrait amener son exclusion. Je répondis que je réservais tous mes droits et qu'au surplus je méprisais leur justice à eux.

Je dois reconnaître toutefois, à leur décharge, qu'ils insistèrent pour me recoudre chez moi, ce qu'ils furent, et nous nous séparâmes après d'ultimes explications.

Travaillant et ne pouvant me faire remplacer pour le lendemain matin, après une nuit de fièvre et d'insomnie et dans l'impossibilité d'absorber la moindre nourriture, les lèvres tuméfiées, je dus assurer mon service jusqu'à l'après-midi, où le dentiste me délivra. Et le lendemain je dus m'arrêter.

Chômage depuis plusieurs années, ce sont des inconvenients que ne connaît pas mon agresseur.

Il n'a pas revu le nerf... (Il y a un temps pour chaque chose...) Pour l'instant, qu'il me dise sur la fameuse formule, abandonnée depuis, mais que je reprends à mon compte : « Pour un œil, les deux yeux ; pour une dent, toute la gueule ! »

Il y a une question plus urgente et d'une actualité brûlante.

Allons-nous désormais nous laisser grigner par ces cannibales ?

Ils ont cessé de nous respecter à partir du moment où ils cessèrent de nous craindre. Il faut en revenir aux banales vieilles méthodes qui firent leurs premières échappées. Hélas ! les victimes d'janvier 1934 n'ont pas été vengées, que je sache, et les communistes n'ont pas perdu cet enseignement-là. Il y eut depuis d'autres incidents sérieux dont le dernier, en date, je crois, celui du boulevard de Charonne, en mai dernier, dans le cortège du Mur des Fédérés.

Qu'il me comprenne bien : je ne veux pas donner à la violence pour elle-même une vertu et un pouvoir salvateurs. J'en reconnais seulement la valeur stricte et je désire surtout qu'elle ne soit pas à sens unique et que son usage ne soit pas l'exclusivité de nos adversaires.

Quand un parti est capable de conserver dans son giron des individus d'un niveau moral aussi si peu élevé, qu'il ait drainé pendant quinze années de propagande bassement démagogique et qu'il semble tenir en réserve pour leur utilisation éventuelle, ce parti est bien près de sombrer dans l'égout de l'histoire.

Il faut faire comprendre, le dire, le cri et établir à son entour le cordon sanitaire qui s'impose par l'union de tous les éléments restés dans la lutte de classes.

Il ne faut pas éviter la peste brune pour tomber dans un choléra rouge qui ne vaut pas.

</



Bravo ! Blum...

Il faut le dire : le discours que Léon Blum a prononcé dimanche dernier, devant les militants de la Fédération socialiste de la Seine, est un grand discours. Nous pouvons l'affirmer sans crainte, ici où l'on n'a pas l'habitude d'encenser les gens en place et où la critique n'a jamais perdu ses droits. Et nous nous réjouissons de l'accueil qu'il a reçu et qui prouve à quel point la défense de la paix, qui en est l'objet, répond au vœu profond du prolétariat, dont une partie importante, hélas ! est encore abusée par la folle et criminelle politique du Parti communiste.

Nous n'entrerons pas dans l'argumentation de Léon Blum, et, en particulier, dans une discussion trop formelle sur le respect des conventions. Tout cela nous paraît secondaire et assez faux. Le monde capitaliste est un monde livré à la force et il nous paraît vain de vouloir l'enfermer dans des interdits juridiques. Les conventions, si solennelles soient-elles, sont faites pour être violées le jour où un nouveau partage des forces autorise cette violation. Il n'est point d'autre droit.

Mais, ce que nous pouvons retenir et ce que nous approuvons sans réserve, c'est l'affirmation de Léon Blum de ne pas accepter la guerre comme une fatalité inéluctable ou comme une éventualité peut-être favorable, c'est la vigoureuse critique du néo-patriotisme du Parti communiste, c'est la pensée qui sous-tend tout le discours et que nous avons formulée maintes fois dans ce journal, à savoir que la guerre étrangère, quelle qu'elle soit, même quand elle prend l'apparence d'une croisade des démocraties contre le fascisme, n'est pas seulement une aventure humaine, mais aussi et surtout une irrémédiable défaite du prolétariat.

Et maintenant, pouvons-nous espérer que le pire ne sera pas commis, c'est-à-dire que le Gouvernement du Front populaire ne s'orientera pas vers cette politique nationaliste à quoi le Parti communiste le presse d'adhérer ? Il y a une épreuve redoutable, de laquelle il faut espérer que le Président du Conseil, qui vient de faire la démonstration qu'il était capable d'un sursaut libérateur d'énergie, sera capable de sortir. Elle peut avoir des résultats décisifs et aboutir à la liquidation de l'influence du Parti communiste sur la classe ouvrière, dont le salut est lié au maintien de la paix internationale. Elle peut avoir aussi d'heureux effets sur l'orientation de la politique étrangère du Gouvernement. Non pas que nous espérons que le Quai-d'Orsay puisse jamais faire autre chose que la politique de l'impérialisme français. Trop de faits sont là pour le prouver, dont la visite du général Rydz-Smigly constitue le plus éloquent. Mais ce serait déjà un incontestable progrès que cette politique devint moins provocatrice et moins

LASHORTES.

belliqueuse. Ce serait un autre progrès qu'elle rompt avec les funestes conséquences où l'entraîne une certaine interprétation du Pacte franco-soviétique, c'est-à-dire avec le soutien de l'impérialisme russe.

Nous avons regretté que la politique étrangère du Front populaire ne fut pas plus courageusement novatrice et nous avons montré, lors des débuts du Ministère Blum, que ses déclarations s'inspiraient trop de ce qu'on nomme « les intérêts de la France ». Il nous semblait que, dans les cadres mêmes de l'expérience, et à condition de briser avec certaines traditions comme avec certains intérêts puissants, une autre politique était possible, qui eût courageusement rompu avec le passé et recherché sans embages les bases d'un accord avec le peuple allemand, pardessus la tête de son Gouvernement, en s'orientant vers une annulation du Traité de Versailles. C'eût été là une entreprise hardie et difficile, mais elle aurait pu avoir pour conséquences de créer un puissant contre-courant pacifique et permis peut-être d'échapper au déterminisme de la course aux armements.

Aujourd'hui, la situation s'est aggravée. Hitler, en rétablissant le service de deux ans, a offert un excellent argument à nos nationalistes, parmi lesquels se sont rangés les staliniens. On sait que ceux-ci réclament d'ores et déjà une riposte aux mesures prises par Hitler en demandant un renforcement de la sécurité de la France. Qu'entendent-ils par là ? Vraisemblablement, sans vouloir l'avouer, ils sont partisans d'une prolongation du service militaire. Peut-être en viendront-ils à persuader leur clientèle qu'il importe, pour faire pièce aux projets de Hitler, que nos soldats fassent trois ans. Pour le moment, notons à l'actif du Gouvernement Blum qu'il a résisté à cette pression follement démagogique. Le dernier Conseil des ministres a décidé, en effet, de ne pas demander au Parlement une prolongation du service militaire. Mais le ministre de la Guerre n'en a pas moins demandé la prise de mesures — accroissement du matériel et augmentation du nombre des militaires de carrière — qui entraîneront au courant d'enthousiasme, à la volonté impérieuse des peuples ?

En nous désarmant, n'aurions-nous pas, du même coup, brisé, dans tous les autres pays, les armes des nationalistes, des militaristes, des partis de révolte et sans doute aussi des dictatures ? Quel gouvernement aurait été capable de résister au courant d'enthousiasme, à la volonté impérieuse des peuples ?

En s'exprimant ainsi, l'auteur se place dans l'hypothèse d'une puissance comme la France ayant désarmé unilatéralement.

Et cet auteur, c'est LEON BLUM, pages 152-154 d'un volume qui a pour titre : « Les problèmes de la paix », et qui a paru en 1931.

Treize milliards dans le gouffre du militarisme

(Suite de la première page)

Je soutiens, ensuite, que, en cette matière comme en toutes les autres, il faut que quelqu'un prenne sur lui de commencer, d'ouvrir la voie, de donner l'exemple. Je soutiens que, en l'espèce, il appartient à une grande puissance de donner le signal, afin que son geste possède toute la force de rayonnement et toute la puissance d'exemplarité désirables et possibles.

Je soutiens, enfin, que la nation qui donne ainsi le signal du désarmement général, non seulement écrirait le plus belle page de son histoire et la page la plus glorieuse et la plus féconde de l'histoire universelle, mais encore porterait au niveau le plus élevé sa propre sécurité.

J'affirme que je n'ai jamais trouvé en face de moi un contradicteur sérieux et de fond ; mais je reconnais, par contre, que nombre d'auditeurs, réfractaires, par instinct et accoutumance, à cette thèse qu'ils estimaient trop hardie et, par conséquent, imprudente, m'ont traité de révérences, d'utopiste, d'esprit chimerique, d'il-luminé, voire de demi-fou.

Cette thèse, disent ces personnes, peut, à la rigueur, séduire et rallier des idéalistes, mais pas des réalistes.

Je pourrais multiplier ici les citations attestant que des penseurs sérieux, des philosophes profonds, des hommes dont la pondération et le sens pratique sont accrédiés solidement se sont prononcés en faveur du désarmement unilatéral.

Dans cet article, que je ne veux pas trop allonger, je me bornerai à une citation, une seule, mais qui emprunte à la situation qu'il occupe présentement son auteur une saveur et une autorité exceptionnelles.

Cette citation, lisez-la avec toute l'attention dont elle est digne.

Lisez bien :

« Je pense que si une nation s'était ainsi offerte, qu'elle eût, d'elle-même, jeté ses armes, sans convention préalable avec les autres Etats, sans stipulation de réciprocité, elle n'aurait, en réalité, couru aucun risque, car le prestige moral qu'elle aurait conquis l'aurait rendue inattaquable, invulnérable et la force de l'exemple donné par elle aurait contraint tous les autres Etats à la suivre. »

« Qu'on se représente la commotion qui frapperait le monde entier devant un tel acte ; non plus le petit Danemark, mais une nation comme la France, offrant à la conscience universelle ce gage suprême de sa volonté de paix. »

« En nous désarmant, n'aurions-nous pas, du même coup, brisé, dans tous les autres pays, les armes des nationalistes, des militaristes, des partis de révolte et sans doute aussi des dictatures ? Quel gouvernement aurait été capable de résister au courant d'enthousiasme, à la volonté impérieuse des peuples ? »

En s'exprimant ainsi, l'auteur se place dans l'hypothèse d'une puissance comme la France ayant désarmé unilatéralement.

Et cet auteur, c'est LEON BLUM, pages 152-154 d'un volume qui a pour titre : « Les problèmes de la paix », et qui a paru en 1931.

Léon Blum ? C'est lui qui a ainsi exalté le désarmement unilatéral ?

Est-ce possible ?

Et si c'est bien lui pourquoi ne le propose-t-il pas maintenant qu'il est à la tête du gouvernement ? Il a donc changé d'avis ? Blum n'est cependant pas une girouette ; il n'est pas du parti communiste, mais du parti socialiste et, à la S.F.I.O., on ne tourne pas à tous les vents comme à la S.F.I.C.

J'incide donc à croire que Blum n'a pas changé d'avis. Je pense qu'il accorde aujourd'hui au désarmement unilatéral les vertus souveraines qu'il lui attribuait hier.

Seulement, il est aujourd'hui ce qu'il n'était pas hier : le président du conseil. Entre l'homme d'hier et le gouvernant d'aujourd'hui il y a tout un abîme.

Ce que « l'homme » pouvait penser et préconiser il est permis au « gouvernant » de persister à le penser, mais il lui est défendu de continuer à le dire, à le préconiser.

Cette explication plaide en faveur de « l'homme » contre « le gouvernant ». Elle accable le second.

Qu'on m'excuse de ne pas pousser plus loin cette considération.

Lorsque l'actualité sera moins pressante et moins dramatique, quand l'heure sera plus favorable à l'étude des problèmes d'ordre doctrinal ou philosophique, je ne manquerai pas de revenir sur ce sujet.

SEBASTIEN FAURE.

DERNIERE HEURE

En mettant en pages, on nous communique que « le Journal » de ce jour 10 septembre : Pied-plat Vautel, avec sa bête indigeste, répond à une lettre que lui a envoyée notre ami Doutreau. Et, comme intelligence et argumentation, n'ont jamais hanté le bonhomme, sa réponse se résume à ceci : « Je vous poursuis devant les tribunaux. »

Merci, Doutreau ! Grâce à ton intervention, nous allons pouvoir rire à triples déployées, lors de ton « procès » !

Grand Gala de Solidarité pour les Objecteurs de Conscience emprisonnés, mercredi 16 septembre, à 20 h. 30, 10, rue Dupetit-Thouars.

Avec le concours de :

Ch. d'Avray, Lucienne Claudy, Gassi, F. Gibert, G. M. Gouté, J. Grelot, H. Guérin, Jean Lec, L. Loréal, G. Quicy, R. Rocca, Eug. Wyly, et audition des « Hymnes aux Héros de la Paix » et des « Chants du Réfractaire », par leurs auteurs.

Allocation de Gérard Lerelour.

Prix d'entrée : 5 frs.

Les surprises du pouvoir ou logique à rebours

main, sera conduit à saisir et à exploiter l'instant propice.

« D'un monde qui s'arme, la pensée de la guerre, la crainte de la guerre, le désir de la guerre, et, par conséquent, le risque de la guerre ne peuvent évidemment pas être absents. »

« Or, les travailleurs veulent la Paix. Ils exigent la Paix. Et ils resteront étrangers, peut-être hostiles, à toute action qui n'aura pas exclu préalablement l'esprit de guerre, qui n'aura pas fourni à la Paix ce gage : le désarmement ! »

Et voici les actes du même Léon Blum au pouvoir, en association, pour être juste :

Nouvelle effarante (d'après le *Populaire* du 8/9/36) : « Le Gouvernement décide de déposer un projet de loi, pour renforcer la sécurité du pays ! »

La bagatelle de 4 milliards 200 millions pour la première tranche (ça promet bien !) au budget de 1937. « Il s'agit surtout d'accroître les matériels terrestres, aériens et navals. » Mais en même temps qu'il arrête ces mesures dans l'état actuel de l'Europe, le Gouvernement confirme sa résolution de mettre à profit les prochaines réunions internationales et de prendre toutes initiatives utiles pour aboutir à une convention générale de limitation et de réduction des armements. »

Alors ? — Si Léon Blum reste logique, comment qualifier cet acte monstrueux : paiement d'une prime aussi onéreuse, plus de 4 milliards en première tranche, pour une assurance vaine — disons plutôt fictive ! Sans oublier, bien entendu, ce qu'il nous enseigne sur l'accroissement du danger de guerre par les armements.

Or, il prétend vouloir sincèrement, passionnément la Paix, ce dont je ne doute pas un seul instant.

Comment expliquer alors cette contradiction flagrante entre les idées de toute une vie d'un socialiste dont la sincérité ne peut être contestée, avec ses premiers actes au pouvoir ? Quelles sont les influences, les pressions, les inévitables exigences qu'il subit ?

En anarchiste, au lieu de condamner l'homme et ses réveils nous allons démontrer que ce socialiste ardent, comme tout autre à sa place, devient fatalément esclave du pouvoir et des circonstances où l'aboutissement de sa philosophie sociale l'a conduit. Et, en voyant ce qui advient des meilleurs parmi eux, nos camarades socialistes finiront peut-être par comprendre les vices congénitaux de leur système social basé sur l'Autorité et l'Etat.

Ménac.

Jamais deux sans trois...

Le premier congrès du « Rassemblement universel pour la Paix » vient de se tenir à Bruxelles du 3 au 6 septembre. Ainsi qu'il fallait s'y attendre, il a été le couronnement des deux congrès « mondiaux » contre la guerre, d'Amsterdam en 1932 et de Pleyel en 1933, et du confusionisme démagogique des chefs de la III^e Internationale. A ce dernier titre, il avait même abandonné l'étiquette « contre le fascisme » et l'on n'y entendait à aucun moment parler de la « guerre impérialiste ».

Le parti communiste français, pourtant, n'était pas officiellement le promoteur du Rassemblement universel pour la Paix, ni l'organisateur du Congrès de Bruxelles. Mais il avait envoyé un nombre imposant de délégués, et toutes ses organisations satellites, comités d'Amsterdam-Pleyel en tête, s'étaient largement fait représenter.

De sorte que, compte tenu de la représentation importante du mouvement syndical, la délégation française, qui comptait aussi beaucoup de chrétiens des différentes églises protestantes, formait la moitié au moins du Congrès. Mais les organisateurs avaient pris soin de faire en sorte que cela n'eût aucune influence sur les « travaux ».

En dehors de l'organisation matérielle, confiée à des entreprises commerciales, et qui fut saboté à plaisir par les Rexistes, tout était préparé d'avance, sur les principes ou respect de l'inviolabilité des obligations résultant des traités et du renforcement de la S.D.N. De nombreux délégués ne se firent pas faute d' « interpréter » ces principes dans un esprit tout à fait différent de celui qui en avait dicté l'établissement.

Cette explication plaide en faveur de « l'homme » contre « le gouvernant ». Elle accable le second.

Qu'on m'excuse de ne pas pousser plus loin cette considération.

Lorsque l'actualité sera moins pressante et moins dramatique, quand l'heure sera plus favorable à l'étude des problèmes d'ordre doctrinal ou philosophique, je ne manquerai pas de revenir sur ce sujet.

SEBASTIEN FAURE.

La délégation anglaise, la plus nombreuse après la délégation française, arrivait elle aussi avec des idées très arrêtées, en particulier en ce qui concerne le maintien et le renforcement de la S.D.N. Si quelques voix discordantes, venues de la délégation syndicale française, ne s'étaient pas fait entendre, on peut être sûr qu'avec l'approbation des communistes (qui, pourtant...) le vote aurait été émis d'un renforcement de la S.D.N. dans le sens même où Tardieu l'avait préconisé jadis.

Il faut dire enfin que le but même du Congrès n'était pas tant d'organiser la paix que la « propagande pour la paix ». Ce n'est pas ici, certes, qu'on niera la nécessité du désarmement moral, ni de tous les efforts pour y aboutir. Mais, on aurait surtout autre chose de gens qui se voulaient avant tout réalistes. Mise à part la proposition de Jouhaux (qui vaut ce qu'elle vaut d'une conférence économique internationale entre organisations ouvrières, il fut surtout question de créer des comités per-

manents, nationaux, régionaux et locaux, et d'organiser des quêtes. Les comités pour la propagande, et les quêtes (le « sou de la paix », en particulier) pour faire vivre les comités. Il semble bien que, dans l'esprit des Eminences grises qui menaient le jeu dans le coulisse, et en ce qui concerne la situation en France tout au moins, ces comités n'aient d'autre but que de préparer ce fameux « Front français » destiné à prendre le pas sur le Front populaire où les tiraillements commencent à être un peu trop douloureux.

Il est donc permis de conclure, à l'inverse des journaux de droite qui ont voulu voir dans ce Congrès un Congrès révolutionnaire, que le « Rassemblement universel pour la Paix » a présenté à Bruxelles un Congrès d'union sacrée et de conservation sociale.

Henri Lucien.

QUATRE CAMARADES ITALIENS ARRETES A PERPIGNAN

Le « Libétaire » a relaté dans son dernier numéro l'arrestation à Perpignan des camarades italiens, Sabatini Sergio et Fiamber Aldo, qui s'apprêtaient à quitter la France pour aller combattre comme volontaires en Espagne, et la condamnation scandaleuse à 5 et 6 mois de prison pour infraction à l'arrêté d'expulsion dont ils ont été frappés.

Nous venons d'apprendre que deux autres camarades italiens, Lussu et Sereni, ont été également arrêtés ces jours-ci à Perpignan, au moment où ils s'apprêtaient à franchir la frontière, pour les mêmes raisons.

Ces deux derniers camarades seront jugés le 10 septembre, et les deux premiers se sont portés en appel.

Nous portons à la connaissance de l'opinion publique tout ce qu'acharnement dans la persécution du gouvernement de Front populaire. Persecution d'autant plus odieuse et injustifiée qu'elle s'exerce contre des militants au moment même où ils se disposent à se porter volontairement en Espagne, à faire sacrifice de leur vie pour la défense de la liberté du peuple espagnol. D'autre part ces camarades, frappés d'expulsion, ne transpirent pas de discussions dans les résolutions publiques à l'issue du Congrès.

¶

En revanche, la discipline régnait, discipline admirable, certes, quand on songe que c'est à peine si une faible partie du public réclame des canons pour l'Espagne au moment des discours de Cachin, et que jamais ne retinrent une « puissante Internationale ».



Les quarantes heures en danger

Les difficultés relatives à l'application des revendications ouvrières se multiplient au fur et à mesure que s'atténue la vigilance ouvrière.

Surpris par la soudaineté de l'offensive proletarienne, en juin dernier, le patronat a, depuis, organisé la résistance et employé les manœuvres les plus variées, la provocation ou l'assaut, selon les cas, pour se soustraire aux accords conclus sous la pression ouvrière.

L'application de la semaine de quarante heures semble particulièrement compromise. Outre l'objection traditionnelle d'augmentation des prix de revient, on vient de découvrir un argument qui semble devoir être décisif : les nécessités de la défense nationale, pour rendre inopérante cette revendication essentielle du monde ouvrier.

Cet argument-massue est, aujourd'hui, invocé à la fois par le gouvernement, soucieux de ne pas se créer de difficultés du côté patronal, et par le patronat lui-même qui, connaissant la politique antithéâtrienne du parti communiste, inspiré par Staline, prétend ne pouvoir répondre en temps voulu aux besoins de la défense nationale réclamés par celui-ci, pour une France forte, si on amoindrit, par la réduction du temps de travail, sa capacité de production.

C'est là un atout dont les fabricants de matériel de guerre ont senti toute l'importance, et déjà on constate que, dans ces usines, la campagne pour les quarante heures se relâche. Serait-ce qu'un accord tacite serait intervenu, à l'insu des ouvriers, entre les directions syndicales ouvrière et patronale ?

Nous inclinons à le penser en prenant connaissance des décisions de l'assemblée générale du personnel des usines Gnome et Rhône qui travaillent essentiellement pour la guerre et où la vigoureuse action des ouvriers avait réussi à imposer la semaine de quarante heures. Or, il apparaît que cette réalisation primordiale est en passe de leur échapper puisque eux-mêmes envisagent l'éventualité de ne pouvoir la maintenir. C'est, du moins, ce qui ressort du compte rendu de cette assemblée où il est dit que : « Pour eux, il ne peut être question de réduire des ouvriers au chômage, mais de diminuer les heures de travail, SI LES QUARANTE HEURES ACTUELLEMENT APPLIQUÉES NE PEUVENT ÊTRE MAINTENUES. »

A noter que Timbaut, représentant du syndicat des métallurgistes de la région parisienne, n'est nullement intervenu pour mettre en garde les travailleurs intéressés contre une pareille inconscience. Pour conserver ses priviléges, en France comme en Espagne, la classe dominante est prête à mettre le pays à feu et à sang. C'est dans la mesure où les travailleurs éviteront les compromis dangereux et se placeront sur le plan révolutionnaire imposé par les circonstances qu'ils vaincront le fascisme de l'intérieur et de l'extérieur.

N. FAUCIER.

La grève "d'avertissement"

L'événement syndical de la semaine est incontestablement la grève démonstrative des métallurgistes parisiens. Elle fait passer à l'arrière-plan le succès partiel obtenu par les mineurs d'Ostricourt ; le conflit de là-bas s'est terminé favorablement en ce sens que les porions les plus brûlants ont été mis au rang des ouvriers et n'ont plus d'ordres à donner. Mais ce succès n'est que partiel puisqu'aucune des brûlures n'est renvoyée.

D'autre part des grèves très importantes des métallurgistes sont en cours à Grenoble (5.000 ouvriers) et à Marseille (10.000 hommes).

Mais la grève parisienne malgré sa courte durée attire avant tout l'attention de l'opinion ouvrière en raison du fond que l'on sent derrière ce conflit.

Elle a réussi sans aucun doute en ce qui concerne l'ensemble du mouvement. 95 % disent les optimistes ; 85 % estiment les pessimistes. Mais en tout cas l'immense majorité des métallurgistes a suivi l'ordre de grève. Et c'est très bien ainsi ; les idées animatrices de ce mouvement, la solidarité avec les travailleurs espagnols et la pression pour la réalisation effective des 40 heures, méritaient ce succès.

Mais dans bien des endroits les ouvriers ont marché en ronchonnant, en signifiant qu'ils débrayaient pour ne pas rompre l'action d'ensemble, par respect pour le principe du Syndicat lui-même ; mais qu'ils n'étaient pas dupes de la manœuvre politique montée à travers cette grève par le parti communiste. L'important établissement Rateau à La Courneuve n'arrêtait que 5 minutes et décidait de verser le salaire d'une heure aux prolétaires d'Espagne, ces ouvriers voulaient souligner par là qu'ils étaient aussi solidaires que leurs camarades, mais que le caractère politique et manœuvre de ce mouvement ne leur échappait pas. Chez Sautter et Harlé, il y eut bien de l'hésitation, il fallut des explications précises des délégués non inféodés au parti communiste, insistant sur la nécessité de ne pas donner le spectacle d'une division, pour convaincre les hésitants. A signaler aussi l'importante série des ordres du jour et lettres des ouvriers socialistes de Renault, Alsthom, Gnome et Rhône, Pompes Guinard, etc. ; ces ouvriers disent en termes mesurés, mais précis, leur mécontentement de la façon dont la grève fut lancée : hélas, eux aussi se laissent entraîner dans la lutte politique en profitant de cette occasion pour manifester leur confiance au gouvernement et leur admiration pour Blum.

Plus que jamais l'heure est venue pour la C. G. T. de se ressaisir, d'être elle-même, de se refuser à devenir l'arène de la bagarre entre politiciens socialistes et communistes. La besogne de lutte ouvrière, sur des revendications de classe, comprises de tous les ouvriers sans distinction d'étiquette, ne manque pas. La réalisation immédiate de la semaine de 40 heures est la revendication-type de ce genre.

Aux ouvriers anarchistes d'être les artisans les plus actifs dans ce travail ; ils protégeront ainsi la vie même des syndicats, leur indépendance, leur offensive qui est la meilleure forme de lutte contre le fascisme national et international.

L. N.

A LA COURNEUVE

Chez Babcock et Wilcox

Boycott aux Traîtres !

LA VOIX DE PROVINCE

AIMARGUES (Gard)

L'esprit de combativité qui s'était manifesté en juin dans les usines de la région parisienne subsiste et n'attend que des occasions favorables pour se manifester. Dans plusieurs établissements des contremaires ayant tenté de réintroduire les mesures de caserne qui avaient cours avant le mouvement, sont tombés sur un lait-méteil de gaz ; ainsi chez Sautter et Harlé, un individu de ce genre dut s'avouer vaincu et se retirer du travail devant la vie impossible que les ouvriers lui avaient faite en matière de représailles.

Les prolétaires de chez Babcock ont eu eux aussi affaire à un monsieur de cet acabit : le chef d'atelier Piat oubliant qu'en fin de compte il n'est qu'un salarié, voulut priver de pain un ouvrier qui, d'après lui, n'arrivait pas à suivre le rythme endiable de la production, les compagnons de travail prirent lait et cause pour leur frère. Le directeur de l'usine, voyant que les choses se gâtaient, était sur le point de promettre à la déléguée de renoncer au licenciement. Mais alors le chef d'atelier intervint dans les pourparlers, jeta son prestige dans la balance et somma la direction d'avoir à choisir entre lui et l'ouvrier congédié.

Mal lui en prit : le soir en voulant rentrer à son domicile, il se vit accompagné par les ouvriers de l'usine qui firent retomber à ses oreilles tous les noms qu'il avait si bien mérités.

Le ridicule tue. Cet individu depuis plusieurs semaines ne s'est pas représenté à l'usine.

Ainsi il existe à côté de la grève d'autres moyens efficaces d'attaquer ouvrière. L'un d'eux c'est le **boycott**. Chaque traître à la cause ouvrière devrait à l'usine être entouré du mépris de tous, personne ne devrait lui adresser la parole, aucun renseignement de travail ne devrait lui être fourni. A sa besogne, ses outils s'en iraient comme par enchantement. Chaque soir, il s'en retournera hué et au besoin corrigé. Il ne se trouverait plus beaucoup de jaunes s'ils étaient certains de rencontrer pareils traitements. **Ouvriers, partout, boycottez les traîtres à votre classe !**

Un proléttaire de la Courneuve.

Aux camarades du film et des produits sensibles

Pour la première fois ces deux corporations sont entrées dans la lutte ouvrière, à l'occasion de la grande vague de grève. Ce premier pas fait hésitant, timidement malgré l'exemple des autres corporations et la présence de quelques délégués. Tous les résultats acquis furent favorables, quoique dans l'ensemble, les grèves aient été mal conduites.

Qui en sommes-nous ? Il faut reconnaître qu'après la reprise du travail, le niveau de la combativité baissa beaucoup. Les camarades qui avaient fait grève sentaient courroux que la cessation de l'occupation du terrain de l'ennemi, malgré les avantages obtenus, était un recul. L'atelier, le bureau n'étaient plus leur citadelle mais, à nouveau, le lieu où ils devaient vendre leur capacité de travail. De plus, les patrons, partout où la grève ne fut pas énergique, firent de grosses difficultés pour respecter leur signature et, dans certaines maisons, des sanctions furent prises contre les plus combattifs. Ce qui prouve que, dans cette lutte, la moindre faute a des conséquences graves et que la bataille n'est pas finie quand la grève cesse. Il n'y a pas de paix possible entre l'exploiteur et l'exploité.

Quant au contrat collectif, au contrôle sur l'embauche et à la semaine de quarante heures, ce n'est encore que choses à venir presque partout.

Et maintenant ?

Camarades, ne vous trompez pas : il vous faudra encore lutter ; vous n'avez fait que le premier pas ; mais vous avez senti votre force. Restez ensemble, ne soyez pas la plus grande démocratie : vos délégués ne sont là que pour vous obéir. Et surtout, n'affaiblissez pas vos syndicats en y faisant entrer n'importe qui.

Un syndicat solide et combatif vaut mieux qu'un syndicat nombril... mais mou.

J. VILLA.

PARIS-BANLIEUE

CARRIERES-SUR-SEINE

Carion le Mouchard démasqué fait des siennes

A la réunion de Houilles, des amis m'ont informé d'une saleté parue dans le « Proletaire » organes de Staliniens patriotes de la révolution.

Jusqu'à preuve du contraire j'en rends responsable Carion, le Jésuite rouge de la cité, le communiste faisant communier ses enfants.

Cette crapule ne pardonne pas, ne me pardonne pas de l'avoir flagellée sur son attitude à double face, et sa besogne policière, aussi sans se préoccuper de la vérité, il calomnie, pour atteindre son but, discréditer pour mieux régner. Monsieur Carion, presque châtelain, bas les pattes, n'injurie pas qui veut, et vous n'atteindrez pas votre but de malfaissant calomniateur.

Le papier de cette fripouille est un tissu de mensonges. A quoi bon un démenti net et catégorique, son auteur mérite d'être banni et d'avoir la tête trempée dans un bénitier, il le sera s'il ne rectifie pas.

Que ma besogne anarchosyndicaliste, et anarchiste générale panthiste qui aspire à l'écharpe de Maire, c'est naturel, aussi il rage ; il n'a encore rien vu, je lui en réserve d'autres, et nos amis du groupe et des syndicats appuieront avec confiance le coup de balai que nous devons nous faire dans notre cité.

Cette mise au point termine pour moi cette pénible, d'autres arguments sont rentrés en jeu.

Carion, vous êtes un salaud !

J. S. BOUDOUX.

Groupe Intercommunal de la Banlieue Sud : Gentilly, Bicêtre, Arcueil, Villejuif, L'Hay-les-Roses

Nous faisons appel aux lecteurs du « Libertaire » qui sont maintenant nombreux dans notre coin pour qu'ils rejoignent le groupe à la besogne des efforts de tous et de toutes les bonnes volontés. La tâche est ardue et devant les dernières culbutes des politiciens (front français) excuses à l'évêque de Versailles, lettre de Giffon à la Commission de l'armée, attitude nationaliste de tous les chefs communistes, etc., il faut que tous les hommes qui ont conservé intact le sentiment internationaliste et l'espirit libertaire nous rejoignent au plus tôt. Les événements d'Espagne, les deux ans d'Amnistie, les menaces de guerre et l'Union Sacrée contre aux politiciens rouges, sont autant de sujets qui nécessitent notre attention et doivent nous inciter à un réveil salutaire avant qu'il soit trop tard.

Les réunions du groupe ont lieu tous les lundis. Pour le lieu, voir les convocations sur le « Libertaire », dernière page, dernière colonne. Nous complions sur tous.

Pour le Groupe : Berger.

PETITE CORRESPONDANCE

Levoye. — Ton abonnement se termine au 529.

Jouffroy. — Pourrais-tu nous donner ton adresse ?

La Vie de l'U.A.

Commission administrative. — Réunion lundi 14 septembre à 20 h. 30 local habituel.

Groupe du 14^e. — Réunion ce soir vendredi, chez Pignier, à la Porte de Vanves, 5, boulevard Brune, Paris-14^e, à 21 heures précises.

Groupe du 45^e. — Réunion vendredi 11 septembre à 20 h. 30 à « l'Agneau », 73, rue Madeleine.

Les sympathisants sont cordialement invités.

Groupe du 46^e. — Les camarades isolés ou sympathisants sont priés d'écrire à leur convaincre, à cette adresse : Max Délang, 1, impasse des Carrières, Paris (16^e) qui les conviendra en vu de créer un groupe libertaire.

Groupe du XVIII^e. — Réunion tous les jeudis, à 21 heures, 63, rue Doudeauville, Paris (18^e). Les sympathisants sont cordialement invités.

Groupe du 19^e arrondissement. — Le groupe est constitué. Prochaine réunion jeudi 17 septembre, à 20 h. 30, salle du Café, 169, rue de Crimée.

Causerie par le camarade Frémont sur l'anarchisme révolutionnaire.

Groupe du 20^e. — Tous les camarades et sympathisants sont priés d'être présents à la réunion qui aura lieu le jeudi 17 septembre, Réunion au local habituel, salle du Libertaire.

Argenteuil. — Un groupe étant en formation dans la localité, les lecteurs du « Libertaire » et sympathisants anarchistes sont priés de se mettre en relation avec le vendeur du « Libertaire » le dimanche matin, de 10 h. à midi, au marché, boulevard Héloïse.

Groupe d'Aulnay-sous-Bois. — Réunion tous les samedis, café de la Tour d'Auvergne, 16, rue d'Amiens.

Groupe de Bagnolet. — Le groupe se réunit tous les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois, 27, rue Hoche. Les camarades anarchistes et sympathisants sont cordialement invités.

Banlieue Est. — Groupe de Montreuil. — Permanence les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, à 20 h. 30, ainsi que tous les dimanches matin, de 10 h. à midi, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise, Montreuil.

Groupe Intercommunal de la banlieue Sud. — Réunion de tous les copains, lundi 21 septembre à 20 h. 30 chez Maxim, 51, rue Fréleuse, Gentilly.

Groupe de Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, au café du Siècle, maison Pige, face à la mairie.

On trouve le « Libertaire » à notre siège, tous les vendredis matin, ainsi qu'à la crèche, le samedi matin.

Groupe d'Érmont et environs. — Réunion du groupe le vendredi 11 septembre 1936 à 21 heures, 7, rue des Vignolles.

Prière aux copains et sympathisants de s'y trouver en grand nombre.

Drancy. — Nous portons à la connaissance de tous les compagnons et sympathisants que la réunion du Groupe a lieu tous les premier et troisième samedis de chaque mois. Un appel pressant est fait à tous les anciens copains. Pour tout ce qui concerne le Groupe, adresser la correspondance à Schmid, 50, avenue Marceau, à Drancy.

Groupe communiste libertaire de Draveil-Villeneuve. — Réunion tous les mercredis à 20 h. 30, au local du Commerce, place de l'Eglise, à Draveil.

Clichy-Gennevilliers-Asnières-Levallois. — Réunion du groupe anarchiste, samedi 12 septembre, à 20 h. 30, 102, quai de Clichy. Les sympathisants sont cordialement invités.

Vente du « Libertaire », à « Combat Syndicaliste » et de « L'Espagne Antifasciste », vendredi et samedi, de 14 h. 30 à 17 heures à la Porte Clichy. Les camarades disponibles sont priés d'être présents pour soutenir les vendeurs.

Groupe de Colombes. — Réunion du Groupe vendredi 11 septembre à 20 h. 30, au bar Colombie, 36, rue Saint-Denis.

Présence de tous indispensables. Les lecteurs du « Libertaire » sont cordialement invités.

Groupe de Champigny. — Les camarades désirent de former un groupe à Champigny et inviteront de se faire connaître au « Libertaire ».

Ivry-sur-Seine. — Le « Libertaire » est vendu à la Librairie, 5, rue de Seine à Ivry.

Groupe communiste-libertaire de Versailles. — Réunion tous les jeudis, heure et lieu habituels. Présence indispensable.

Sannois. — Un groupe anarchiste vient de se former et fait appel à tous les copains des environs.

Pour tous renseignements, s'adresser chez le camardie Niclaise, 104, rue d'Erment, à Saint-Gratien.

</